



BP 823 - 98845 Nouméa Nouvelle-Calédonie
Tél : (687) 28 31 56 - 27 54 81
Fax : (687) 28 81 48
e-mail : isee@isee.nc

Directeur de la Publication
G. Baudchon

Service Études Diffusion
R. Larvor

Responsable Études Économiques
C. Lembège Annonier

Rédacteur
E. Desmazures

**Responsable Publications et
conception graphique**
M. Messing Colmet Daage

Réalisation
F. Belpadrome

Crédit photos

Eric Dell'erba : lycée de Lifou, maternelle de Kaala-Gomen, lycée du Grand Nouméa, collège de Hienghène

Marie Messing Colmet Daage : cantine de l'école J. Trouillot, collège de Kaméré, transport et fournitures scolaires

Site web : www.isee.nc

Vente
1 500 F.CFP, avion 16,76 EUR
Dépôt légal
ISSN 0758-0029

Toute reproduction est autorisée avec
indication précise de la source :
ND N°105, ISEE
Édition : Février 2008



Nouvelle-Calédonie

NOTES ET
DOCUMENTS

ISEE

Avant propos

L'éducation est un enjeu majeur pour la Nouvelle-Calédonie qui doit faire face à un double défi : former une population jeune, lui permettant ainsi de répondre aux besoins de l'économie, et préparer le transfert des compétences prévu par l'Accord de Nouméa. Dans cette perspective, un colloque sur l'enseignement en Nouvelle-Calédonie s'est tenu en 2002, duquel est ressortie la nécessité d'identifier les coûts liés à l'éducation au sens large, c'est-à-dire tout au long de la vie.

C'est à cette fin que l'ISEE élabore le compte de l'éducation en se basant sur la méthode utilisée en France par le ministère de l'éducation nationale (publiée dans le Dossier Éducation et Formations n°7) et en l'adaptant à la Nouvelle-Calédonie. Ce compte satellite de la comptabilité nationale a pour but de rassembler dans une série de tableaux cohérents l'ensemble des flux financiers intervenant dans le domaine de l'éducation afin d'évaluer ce qu'elle coûte à l'ensemble de la collectivité, d'étudier son financement et de déterminer les coûts des différents niveaux d'enseignement et des différentes activités.

Cette publication présente les résultats pour l'année 2005 et un rattachement des chiffres pour les années 2000 à 2004.

Le Directeur de l'ISEE

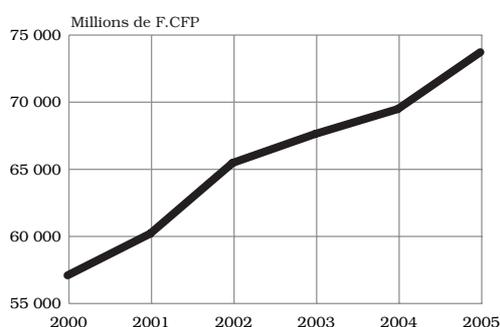
Gérard BAUDCHON

Sommaire

Vue d'ensemble	2	Les activités d'enseignement	8
Le financement	4	Les activités annexes	11
L'État	4	Les biens et services "connexes"	12
La Nouvelle-Calédonie	5	Le secteur de production du domaine	14
Les provinces	5	Les producteurs d'enseignement	14
Les communes	6	Les autres producteurs du domaine	16
Les autres administrations publiques	6	Annexes	16
Les entreprises	7	La population scolaire	16
Les ménages	7	Les comptes annuels de 2000 à 2005	18
Les activités du domaine	8	Le traitement des données	59

73,7 milliards de F.CFP ont été dépensés pour l'éducation en 2005, soit 314 000 F.CFP par habitant ou 940 000 F.CFP par élève

Évolution de la dépense intérieure d'éducation en Nouvelle-Calédonie



La dépense intérieure d'éducation - mesure de l'effort consenti par la collectivité pour le fonctionnement du système éducatif en Nouvelle-Calédonie - s'est élevée à 73,7 milliards de F.CFP en 2005 contre 69,5 milliards en 2004, ce qui correspond à une progression de 6%. Par rapport à 2000 (première année de production des comptes de l'éducation), la progression est de 29%.

Les comptes de l'éducation de la Nouvelle-Calédonie évaluent la dépense "intérieure" d'éducation, c'est-à-dire la somme :

- des financements reçus par les producteurs d'activités caractéristiques résidents,
- des dépenses effectuées sur le territoire pour acquérir des biens et services connexes,
- des transferts éventuels reçus par les bénéficiaires résidents (seules les bourses et compensations versées aux bénéficiaires du programme "Cadre Avenir" ne sont pas reprises dans les comptes puisque leur utilisation se fait manifestement en dehors de la Nouvelle-Calédonie).

Il s'agit donc de la somme des dépenses suivantes :

- les dépenses pour les activités d'enseignement de type scolaire de tous niveaux (1^{er} degré, 2nd

degré, enseignement supérieur, enseignement artistique, apprentissage) effectuées dans les établissements publics ou privés (y compris dans les Maisons Familiales et Rurales) ;

- les dépenses pour les formations de type extra-scolaire : formation professionnelle continue, y compris la formation interne aux entreprises ou aux administrations, cours du soir,... ;
- les dépenses pour les activités visant à organiser le système : administration générale, orientation ;
- les dépenses pour les activités destinées à favoriser ou accompagner la fréquentation des établissements scolaires : cantines et internats, médecine scolaire, transport scolaire ;
- les achats de livres, de fournitures scolaires, d'habillement demandés par les institutions scolaires ;
- les dépenses de rémunération des personnels d'éducation (ne sont isolées que les rémunérations des élèves instituteurs et professeurs des écoles, prises en charge par la Nouvelle-Calédonie).

La dépense intérieure en faveur de l'éducation représente 314 000 F.CFP par habitant en 2005 (contre 224 000 pour la France DOM compris) et correspond à 12,3% du produit intérieur brut (6,9% en France).

Le poids relativement important de la dépense d'éducation en Nouvelle-Calédonie, au regard de la dépense par habitant et surtout de la part du PIB qu'elle représente, peut s'expliquer par la jeunesse de la population. En effet, les moins de 20 ans représentent environ 25% de la population métropolitaine et 40% de la population calédonienne.

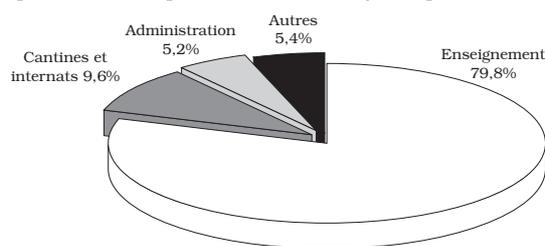
La population scolaire de la Nouvelle-Calédonie est de 72 158 élèves en 2005. 51,6% d'entre eux suivent un enseignement du 1^{er} degré, 44,3% un enseignement du 2nd degré et 4,0% un enseignement post-baccalauréat.

Avertissement : la dépense d'éducation moyenne par élève comprend la totalité des dépenses et des activités dans les établissements publics et privés, à l'exclusion des activités extrascolaires (formation continue et autres activités extrascolaires), de l'apprentissage et de l'enseignement artistique. Les activités annexes et autres activités sont ventilées par niveau d'enseignement en utilisant les comptes des producteurs d'activités et des clés de répartition les plus proches possibles de l'activité concernée. Ceci explique, en particulier, la fragilité spécifique des dépenses moyennes d'éducation par niveau d'enseignement.

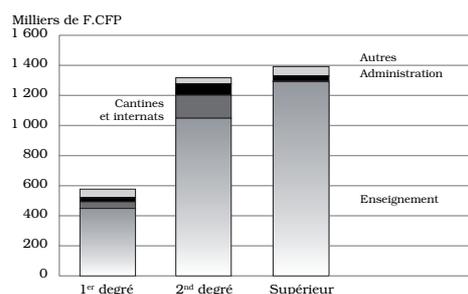
La dépense d'éducation moyenne par élève en 2005 est estimée à 940 000 F.CFP. L'essentiel de cette dépense correspond à l'enseignement (79,8%) qui est suivi par l'activité de cantines et internats (9,6%). L'administration générale et les autres activités, biens et services (la médecine scolaire, l'orientation, la documentation, le transport, les fournitures...) constituent respectivement 5,2% et 5,4% de la dépense moyenne par élève.

Ce montant ne traduit pas les différences de coûts moyens par élève pour les divers niveaux d'enseignement qui s'expliquent principalement par des différences liées à l'encadrement en personnel enseignant et non enseignant. Ainsi, dans le premier degré, la dépense moyenne par élève est de 577 000 F.CFP, dans le second degré de 1 322 000 F.CFP, et dans le supérieur de 1 392 000 F.CFP.

Composition de la dépense d'éducation moyenne par élève en 2005



Dépense moyenne par élève, par niveau en 2005



www.isee.nc

Venez visiter notre site.

Sa mise à jour régulière vous informe sur l'évolution économique de la Nouvelle-Calédonie.

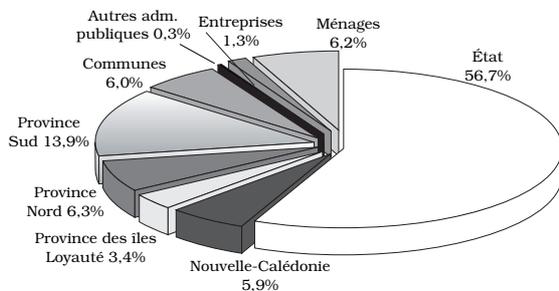
Avec plus de 44 milliards de F.CFP de financement l'État est le principal financeur initial de l'éducation en Nouvelle-Calédonie

Afin d'adapter le modèle métropolitain aux spécificités de la Nouvelle-Calédonie, les unités de financement retenues sont :

- l'État,
- la Nouvelle-Calédonie,
- les provinces, traitées distinctement,
- les communes,
- les "autres unités du secteur public" qui comprennent les chambres consulaires et les établissements publics de la Nouvelle-Calédonie pour leur cotisation à l'IFAP,
- les entreprises,
- les ménages.

Le financement public est largement prédominant puisqu'il représente plus de 90% des dépenses d'éducation après transferts sur les six années étudiées.

Le financement du secteur de l'éducation en Nouvelle-Calédonie par financeur final en 2005



La notion de financement initial et de financement final sous-entend l'existence de transferts entre les différentes unités de financement. Par exemple, la dotation globale de construction et d'équipement des collèges constitue un transfert entre l'État et les provinces.

Si l'on étudie le **financement initial**, cette dotation sera affectée à l'État, qui la verse, déterminant ainsi la charge effectivement supportée par cet agent, tandis que les dépenses des provinces seront évaluées après déduction, entre autres, de la dotation reçue.

Si, en revanche, cette dotation est comptabilisée dans la dépense des provinces et retranchée de celle de l'État, on parlera de **financement final**, notion qui permet d'étudier la relation entre le dernier financeur (ici les provinces) et, soit le producteur, soit l'activité d'éducation.

Il en est de même pour les bourses d'études qui apparaissent en **financement initial** aux budgets des collectivités et en **financement final**, après leur transfert, au niveau des ménages (dernier financeur) qui les utilisent pour les besoins de scolarisation des élèves ou étudiants.

Le financement du secteur de l'éducation en 2005 en Nouvelle-Calédonie par financeur initial et financeur final

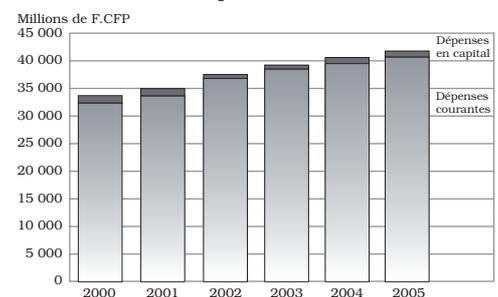
Unité : million de F.CFP

	Financement			
	initial	total (%)	final	total (%)
État	44 319	60,1	41 774	56,7
Nouvelle-Calédonie	4 113	5,6	4 371	5,9
Province Iles Loyauté	2 589	3,5	2 540	3,4
Province Nord	4 884	6,6	4 671	6,3
Province Sud	10 316	14,0	10 299	13,9
Communes	4 147	5,6	4 430	6,0
Autres unités du secteur public	211	0,3	211	0,3
TOTAL PUBLIC	70 578	95,7	68 216	92,5
Entreprises	1 066	1,4	976	1,3
Ménages	2 081	2,8	4 535	6,2
TOTAL GENERAL	73 726		73 726	

L'État

L'État est le principal financeur de l'éducation en Nouvelle-Calédonie, puisque avec un financement après transferts de 41,8 milliards de F.CFP, sa part représente 56,7% du financement total en 2005. De plus, sa participation effective, c'est-à-dire son financement avant transferts aux autres agents, s'élève à 44,3 milliards de F.CFP, soit 60,1% de la dépense intérieure d'éducation en 2005. Le poids de l'État dans le financement de l'éducation s'explique par sa part prépondérante dans la prise en charge des rémunérations des personnels, premier poste de la dépense du système éducatif. Il est en effet compétent en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement du 2nd degré public et privé (hors réalisation et entretien des collèges) et d'enseignement du premier degré privé. Il est également compétent en matière de santé scolaire, mais elle est assurée par les provinces auxquelles est versée une compensation.

Évolution du financement final de l'éducation par l'État



En raison notamment des transferts de compétences, sa participation relative au financement de l'éducation est en diminution, au profit des institutions locales (notons qu'une partie du financement de l'État par le biais des indemnités compensatrices n'est pas recensée car elle est comprise dans une enveloppe globale). Néanmoins, le montant des financements versés est en progression (de 22,8% sur la période 2000 à 2005). Il s'agit essentiellement de dépenses courantes, les charges de personnel versées directement par l'État représentant plus de 80% de ces dépenses courantes.

Les transferts de l'État vers les autres agents sont constitués principalement de dotations pour les collèges et le transport scolaire, de participation à des contrats de plan et de bourses.

Le financement de l'État va principalement aux activités d'enseignement, en particulier à l'enseignement du second degré. Rappelons toutefois que les dépenses pour l'activité de cantines et internats sont sous-évaluées au profit des dépenses pour les activités d'enseignement, puisque les sources d'informations disponibles ne font pas toujours la distinction entre ces activités.

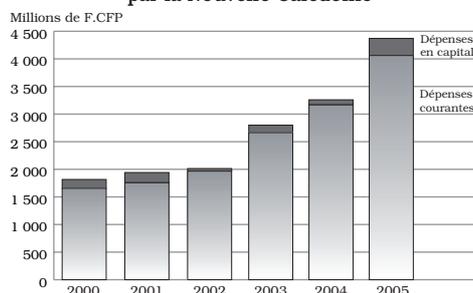
Financement final par l'État des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : million de F.CFP	Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes 30 208	1 905	223	32 337
	Dépenses en capital 1 218	141	0	1 359
	Dépenses totales 31 426	2 047	223	33 696
2001	Dépenses courantes 31 469	1 957	200	33 625
	Dépenses en capital 997	331	0	1 328
	Dépenses totales 32 467	2 288	200	34 954
2002	Dépenses courantes 34 302	2 212	288	36 802
	Dépenses en capital 304	378	34	716
	Dépenses totales 34 605	2 590	323	37 518
2003	Dépenses courantes 35 805	2 446	237	38 488
	Dépenses en capital 683	55	0	739
	Dépenses totales 36 488	2 501	237	39 227
2004	Dépenses courantes 36 681	2 569	243	39 493
	Dépenses en capital 1 061	29	0	1 090
	Dépenses totales 37 742	2 598	243	40 583
2005	Dépenses courantes 38 089	2 343	227	40 660
	Dépenses en capital 1 066	40	8	1 114
	Dépenses totales 39 156	2 384	235	41 774

La Nouvelle-Calédonie

Avec 4,4 milliards de F.CFP en 2005, la part du financement final de la Nouvelle-Calédonie en faveur de l'éducation représente 5,9% de la dépense intérieure d'éducation. Cette participation a plus que doublé sur les six années étudiées, principalement sous l'influence de l'augmentation marquée des dépenses de formation professionnelle continue (+800 millions de F.CFP).

Évolution du financement final de l'éducation par la Nouvelle-Calédonie



Le financement initial de la Nouvelle-Calédonie s'élève à 4,1 milliards de F.CFP, il représente 5,6% de la dépense intérieure en 2005. Il est inférieur à son financement final, ce qui signifie que la Nouvelle-Calédonie bénéficie de transferts spécifiquement destinés à l'éducation de la part des autres agents (plus particulièrement de l'État et des entreprises).

Les activités d'enseignement constituent le premier poste de dépenses de la Nouvelle-Calédonie, en particulier, la formation professionnelle continue. En effet, elle est com-

pétente en la matière et gère à ce titre un fonds qui lui est destiné. Ce fonds est alimenté par le biais de contrats de développement passés avec l'État, de versements par les entreprises au titre de leur obligation en matière de formation et par le budget de la Nouvelle-Calédonie.

La Nouvelle-Calédonie a également à sa charge des établissements d'enseignement post-baccalauréat : l'Institut de Formation des Personnels de Santé (anciennement Centre de Formation des Personnels de Santé) et l'Institut de Formation des Maîtres de Nouvelle-Calédonie.

Financement final par la Nouvelle-Calédonie des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

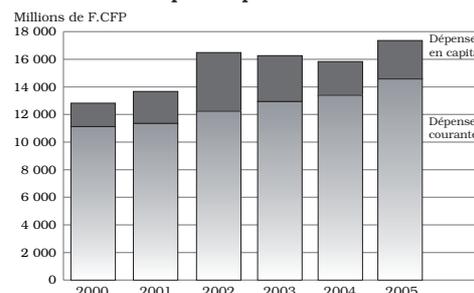
Unité : million de F.CFP	Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes 1 204	134	317	1 656
	Dépenses en capital 71	2	88	160
	Dépenses totales 1 275	136	405	1 816
2001	Dépenses courantes 1 257	153	346	1 757
	Dépenses en capital 104	0	82	185
	Dépenses totales 1 361	153	428	1 942
2002	Dépenses courantes 1 372	232	362	1 967
	Dépenses en capital 47	0	0	47
	Dépenses totales 1 419	232	362	2 013
2003	Dépenses courantes 1 749	386	530	2 665
	Dépenses en capital 72	0	63	135
	Dépenses totales 1 822	386	592	2 800
2004	Dépenses courantes 1 869	631	668	3 167
	Dépenses en capital 37	3	52	92
	Dépenses totales 1 905	634	720	3 259
2005	Dépenses courantes 2 520	808	735	4 062
	Dépenses en capital 164	145	0	308
	Dépenses totales 2 684	952	735	4 371

Les provinces

Le financement final des provinces en faveur de l'éducation s'élève à 17,4 milliards de F.CFP, soit 23,6% de la dépense intérieure d'éducation. Leurs dépenses augmentent de 9,6% par rapport à l'année 2004, faisant suite à deux années de stagnation. Sur les six années étudiées, le financement total a augmenté de 35,4%. Les dépenses courantes ont crû régulièrement mais les dépenses d'investissement qui concernent plus particulièrement la construction de collèges ont connu des évolutions discontinues.

La participation effective (avant transferts) des provinces à l'éducation est assez proche de leur participation finale : 17,8 milliards de F.CFP. En effet, les provinces perçoivent au titre de l'éducation des transferts de l'État, mais effectuent également des transferts à l'attention des ménages sous forme de bourses.

Évolution du financement final de l'éducation par les provinces



Les activités d'enseignement constituent également le poste principal des dépenses d'éducation des provinces, en particulier les activités d'enseignement du 1^{er} degré (les provinces rémunèrent les enseignants du public) et les activités du 2nd degré 1^{er} cycle (les provinces financent

la construction des collèges). Les dépenses en faveur des activités annexes sont relativement importantes en raison des charges liées aux internats provinciaux.

Financement final par les provinces des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

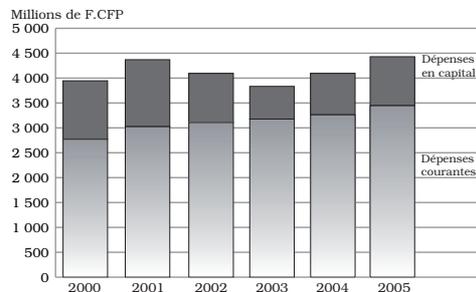
Unité : million de F.CFP

	Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total	
2000	Dépenses courantes	7 610	3 387	123	11 120
	Dépenses en capital	1 240	453	9	1 702
	Dépenses totales	8 850	3 840	132	12 822
2001	Dépenses courantes	7 853	3 347	147	11 348
	Dépenses en capital	2 030	291	0	2 321
	Dépenses totales	9 883	3 638	147	13 668
2002	Dépenses courantes	8 374	3 681	186	12 241
	Dépenses en capital	3 644	602	0	4 246
	Dépenses totales	12 018	4 283	186	16 487
2003	Dépenses courantes	9 095	3 689	151	12 935
	Dépenses en capital	2 975	289	64	3 328
	Dépenses totales	12 070	3 978	215	16 263
2004	Dépenses courantes	9 335	3 855	207	13 397
	Dépenses en capital	1 672	699	65	2 437
	Dépenses totales	11 007	4 555	273	15 834
2005	Dépenses courantes	10 302	4 045	298	14 645
	Dépenses en capital	1 893	875	17	2 785
	Dépenses totales	12 195	4 921	314	17 430

Les communes

La participation des communes en tant que financeur final à la dépense intérieure d'éducation représente 6,0% en 2005, soit 4,4 milliards de F.CFP. Elle est en progression de plus de 8% par rapport à 2004 et de plus de 12% par rapport à 2000.

Évolution du financement final de l'éducation par les communes



Financement final par les communes des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : million de F.CFP

	Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total	
2000	Dépenses courantes	1 623	287	862	2 772
	Dépenses en capital	1 063	79	32	1 174
	Dépenses totales	2 685	366	894	3 946
2001	Dépenses courantes	1 801	316	907	3 024
	Dépenses en capital	1 303	20	23	1 346
	Dépenses totales	3 104	336	930	4 370
2002	Dépenses courantes	1 888	309	911	3 108
	Dépenses en capital	940	34	13	986
	Dépenses totales	2 827	343	923	4 093
2003	Dépenses courantes	2 016	287	874	3 177
	Dépenses en capital	628	29	0	657
	Dépenses totales	2 644	316	874	3 834
2004	Dépenses courantes	2 064	316	881	3 262
	Dépenses en capital	804	29	0	833
	Dépenses totales	2 868	345	881	4 095
2005	Dépenses courantes	2 159	346	942	3 446
	Dépenses en capital	949	21	14	984
	Dépenses totales	3 107	366	956	4 430

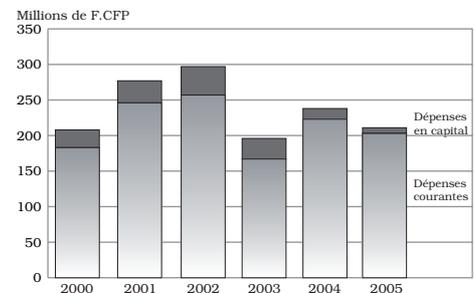
Les communes ont à leur charge la rémunération du personnel non enseignant et l'entretien des écoles publi-

ques, ce qui explique que les activités d'enseignement et plus spécifiquement l'enseignement du 1^{er} degré représentent plus de la moitié de leurs dépenses. A noter qu'en raison de la participation des communes aux coûts de transport scolaire, les biens et services liés représentent plus de 20% des dépenses communales en faveur de l'éducation.

Les autres administrations publiques

Il s'agit des établissements consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture et Chambre des Métiers) et des établissements publics territoriaux qui cotisent au titre de la formation professionnelle continue auprès de l'Institut de Formation de l'Administration Publique (IFAP).

Évolution du financement final de l'éducation par les autres administrations publiques



La participation de ces organismes permet d'ajuster le niveau de financement des actions de formation, elle dépend donc des transferts des administrations. Elle est stable par rapport à 2004 avec 0,2 milliard de F.CFP et représente 0,3% de la dépense intérieure d'éducation en 2005. Les dépenses recensées sont plus particulièrement des dépenses courantes, mais il faut noter que la prise en charge par les établissements consulaires est sous-évaluée (en particulier les dépenses en capital) puisqu'il existe des dépenses communes aux autres activités de ces établissements qui ne sont pas prises en compte.

Financement final par les autres administrations des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : million de F.CFP

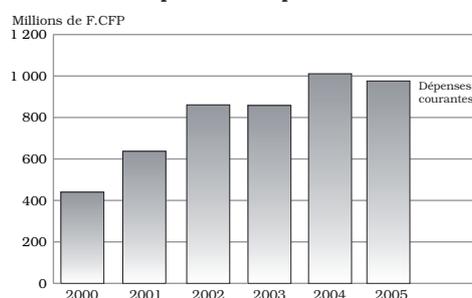
	Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total	
2000	Dépenses courantes	183	0	0	183
	Dépenses en capital	25	0	0	25
	Dépenses totales	209	0	0	209
2001	Dépenses courantes	246	0	0	246
	Dépenses en capital	31	0	0	31
	Dépenses totales	277	0	0	277
2002	Dépenses courantes	257	0	0	257
	Dépenses en capital	40	0	0	40
	Dépenses totales	297	0	0	297
2003	Dépenses courantes	167	0	0	167
	Dépenses en capital	29	0	0	29
	Dépenses totales	197	0	0	197
2004	Dépenses courantes	223	0	0	223
	Dépenses en capital	15	0	0	15
	Dépenses totales	238	0	0	238
2005	Dépenses courantes	203	0	0	203
	Dépenses en capital	8	0	0	8
	Dépenses totales	211	0	0	211

Ces autres administrations publiques ne financent que des activités d'enseignement, en particulier d'apprentissage, qui sont produites par les centres de formation des apprentis des établissements consulaires.

Les entreprises

La participation des entreprises est estimée à 1,0 milliard de F.CFP et représente 1,3% de la dépense intérieure d'éducation en 2005. Elle a plus que doublé depuis 2000, ce qui s'explique par la mise en place d'une taxe à l'apprentissage que les employeurs doivent verser au Trésor en fonction de leur masse salariale. Elle comprend également le financement de formations pour les employés, mais pas la prise en charge des rémunérations.

Évolution du financement final de l'éducation par les entreprises



Le financement initial par les entreprises est supérieur à leur financement final, ce qui s'explique par les transferts vers la Nouvelle-Calédonie que constituent les versements auprès du Trésor.

Financement final par les entreprises des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

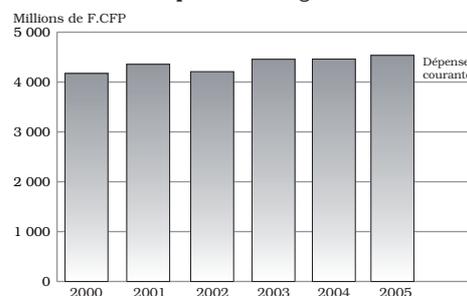
	Unité : million de F.CFP			Total
	Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	
2000				
Dépenses courantes	437	3	0	440
Dépenses en capital	0	0	0	0
Dépenses totales	437	3	0	440
2001				
Dépenses courantes	633	4	0	637
Dépenses en capital	0	0	0	0
Dépenses totales	633	4	0	637
2002				
Dépenses courantes	858	3	0	861
Dépenses en capital	0	0	0	0
Dépenses totales	858	3	0	861
2003				
Dépenses courantes	852	6	0	858
Dépenses en capital	0	0	0	0
Dépenses totales	852	6	0	858
2004				
Dépenses courantes	1 005	6	0	1 011
Dépenses en capital	0	0	0	0
Dépenses totales	1 005	6	0	1 011
2005				
Dépenses courantes	970	9	0	980
Dépenses en capital	0	0	0	0
Dépenses totales	970	9	0	980

Les dépenses des entreprises concernent presque exclusivement la formation continue et l'apprentissage. L'évaluation de leurs dépenses en formation continue étant basée sur les déclarations auprès de la direction de la formation continue, elle est certainement sous-évaluée.

Les ménages

La participation des ménages au financement de l'éducation après transferts est de 4,5 milliards de F.CFP en 2005, représentant 6,2% de la dépense intérieure d'éducation, en stagnation par rapport à 2004.

Évolution du financement final de l'éducation par les ménages



Hors bourses, leur participation s'élève à 2,1 milliards de F.CFP en 2005 et représente 2,8% du financement total de l'éducation.

Rappelons qu'il s'agit ici de la dépense intérieure d'éducation qui ne comprend pas les dépenses des ménages en dehors de la Nouvelle-Calédonie, pour lesquelles nous ne disposons pas d'informations. Par ailleurs, les financements gérés par les directions de l'enseignement privé sous contrat peuvent être réorientés, en fonction des besoins, vers d'autres activités ou établissements. Les dépenses de ces activités et établissements ne peuvent donc pas forcément être rapprochés des financements qu'ils reçoivent.

En raison de l'importance des frais de cantines et internats, les activités annexes constituent le principal poste de dépenses des ménages (52% en 2005). Les activités d'enseignement et les biens et services liés (fournitures, transport scolaire, ...) représentent respectivement 26% et 22% des financements des familles. En 2005, les bourses versées par les provinces et l'État couvrent pour moitié (54%) les dépenses des ménages.

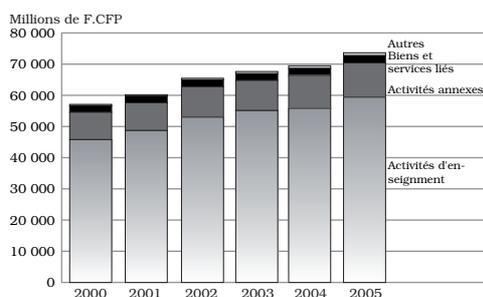
Financement final par les ménages des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

	Unité : million de F.CFP			
	Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000				
Dépenses courantes	907	2 394	871	4 172
Dépenses en capital	0	0	0	0
Dépenses totales	907	2 394	871	4 172
2001				
Dépenses courantes	973	2 486	896	4 356
Dépenses en capital	0	0	0	0
Dépenses totales	973	2 486	896	4 356
2002				
Dépenses courantes	994	2 287	929	4 209
Dépenses en capital	0	0	0	0
Dépenses totales	994	2 287	929	4 209
2003				
Dépenses courantes	1 036	2 481	940	4 457
Dépenses en capital	0	0	0	0
Dépenses totales	1 036	2 481	940	4 457
2004				
Dépenses courantes	1 066	2 442	953	4 461
Dépenses en capital	0	0	0	0
Dépenses totales	1 066	2 442	953	4 461
2005				
Dépenses courantes	1 180	2 342	1 012	4 535
Dépenses en capital	0	0	0	0
Dépenses totales	1 180	2 342	1 012	4 535

Sur les 73,7 milliards de F.CFP dépensés en 2005, 59,5 milliards (soit 80,7%) l'ont été pour financer des activités d'enseignement

Le solde (19,3%) a permis de financer l'organisation du système d'enseignement (administration générale, orientation et documentation pédagogique : 4 milliards de F.CFP), de favoriser la fréquentation scolaire (cantines et internats, médecine et transports scolaires : 8,2 milliards de F.CFP), de répondre aux demandes des institutions (achats de livres, fournitures scolaires, vêtements spécifiques : 1,1 milliard de F.CFP) et de rémunérer les personnels de l'éducation en formation (0,7 milliard de F.CFP).

Évolution de la dépense d'éducation par activité



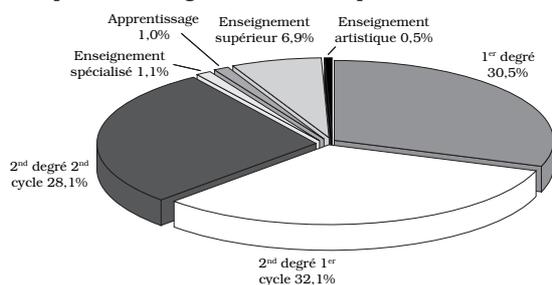
Les activités d'enseignement

Parmi les activités d'enseignement, qui représentent 80,7% des dépenses d'éducation en 2005, on peut distinguer l'enseignement scolaire de la formation extrascolaire.

L'enseignement scolaire

Le système scolaire recouvre des formations très diverses dont le caractère commun est l'existence d'un programme découpé en cycles annuels. Les dépenses en faveur de l'enseignement scolaire représentent 92,4% des dépenses d'enseignement en 2005, soit 54,9 milliards de F.CFP. Dans son ensemble, l'enseignement scolaire enregistre une progression de 28,4% de son financement entre 2000 et 2005.

Dépense d'enseignement scolaire par niveau en 2005

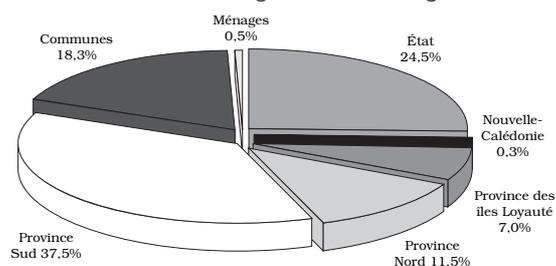


• L'enseignement du 1^{er} degré

Il comprend l'enseignement préélémentaire et l'enseignement élémentaire qui sont réalisés par deux producteurs : les établissements publics du 1^{er} degré et les établissements privés à financement public prédominant du 1^{er} degré, c'est-à-dire les écoles maternelles et primaires du public et du privé.

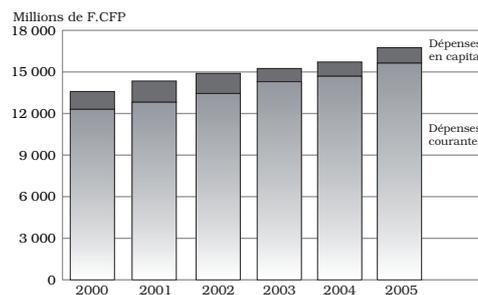
L'enseignement du 1^{er} degré représente 16,8 milliards de F.CFP en 2005, soit 30,5% des dépenses d'enseignement scolaire. Les compétences et prises en charge en matière d'enseignement du 1^{er} degré sont partagées, ce qui implique l'intervention de plusieurs financeurs. Ainsi, plus de la moitié des financements (56,3%) proviennent des provinces qui rémunèrent les enseignants du primaire public et participent au financement des dépenses de fonctionnement (personnel et matériel) dans le primaire privé. La part de l'État dans le financement s'élève à 24,5%, du fait de sa prise en charge de la rémunération des enseignants du primaire privé. Les communes sont chargées de la construction et de l'entretien des écoles et de la rémunération du personnel de service dans le primaire public. L'État et les provinces peuvent intervenir dans la construction d'établissements d'enseignement du privé à financement public prédominant dans le cadre de contrats de développement. La participation des ménages (0,5 %) concerne le primaire privé. Notons que la Nouvelle-Calédonie est compétente en matière pédagogique et donc pour la formation des instituteurs de l'IFMNC (appartenant à l'enseignement supérieur dans les comptes de l'éducation) et finance des actions pédagogiques.

Financement de l'enseignement du 1^{er} degré en 2005



Sur les six années étudiées, le total des financements destinés à l'enseignement du premier degré progresse de 23,3%.

Évolution des dépenses d'enseignement du 1^{er} degré

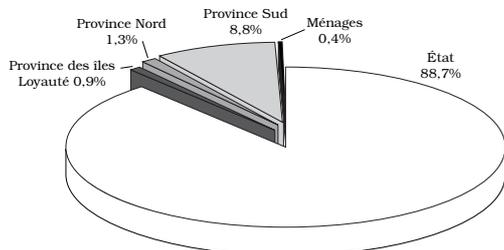


Avertissement : les informations relatives à l'enseignement spécialisé étant insuffisantes, les dépenses qui ont pu être isolées et qui apparaissent dans les tableaux en annexes ne sont pas reprises dans l'analyse qui suit. Par contre, les coûts individualisés sont calculés en incluant les effectifs de l'enseignement spécialisé. De même, dans l'enseignement du second degré second cycle la distinction entre général, technique et professionnel n'étant pas suffisamment rigoureuse, le second cycle est traité dans son ensemble.

• **L'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle**

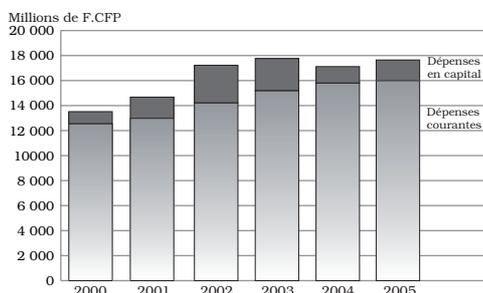
Il est réalisé par les établissements publics du 2nd degré et les établissements privés à financement public prédominant du 2nd degré, c'est-à-dire les collèges publics et privés et les maisons familiales et rurales (MFR). L'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle représente en 2005 17,7 milliards de F.CFP, soit 32,1% des dépenses d'enseignement scolaire. L'État, compétent en matière pédagogique, rémunère les enseignants du public et du privé sous contrat et verse un forfait d'externat aux directions de l'enseignement privé (destiné au financement du personnel non enseignant et du matériel). Sa part du financement de l'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle est de 88,7%. Les provinces sont chargées de la gestion du personnel ainsi que de la construction, de l'entretien et de l'équipement des collèges et SEGPA (Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté) et subventionnent les MFR. Leur part du financement du 2nd degré 1^{er} cycle représente 10,9% du financement total en 2005.

Financement de l'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle en 2005



Le financement par les ménages, qui concerne l'enseignement privé, est marginal (0,4%).

Évolution des dépenses d'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle



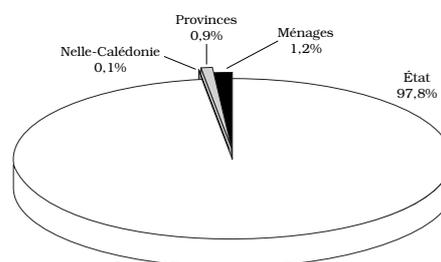
Les financements en faveur de l'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle ont augmenté de 30,6% entre 2000 et 2005.

• **L'enseignement du 2nd degré 2nd cycle**

Il comprend l'enseignement général, technologique et professionnel, y compris agricole. Les producteurs de ce niveau d'enseignement sont les lycées publics et privés à financement public prédominant, les MFR, les antennes de lycées professionnels (ALP) des collèges.

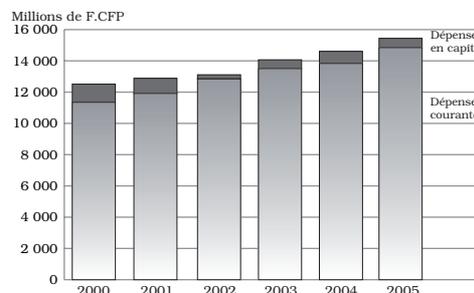
Les dépenses des financeurs en faveur de l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle s'élevaient à 15,4 milliards de F.CFP en 2005, soit 28,1% des dépenses en faveur de l'enseignement scolaire. L'État finance cette activité à hauteur de 97,8%, puisqu'il rémunère les personnels enseignants et non enseignants du public, les personnels enseignants du privé, finance la construction et l'entretien des lycées et ALP du public et contribue au fonctionnement des lycées privés. Le financement de l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle par les collectivités locales correspond à des aides financières pour le tutorat et l'accompagnement, à des subventions aux MFR ou à des participations à la construction d'établissements privés dans le cadre de contrats de développement. La participation des ménages concerne l'enseignement privé.

Financement de l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle en 2005



Les dépenses des financeurs en faveur de l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle progressent de 23,4% entre 2000 et 2005. De manière générale, les dépenses en capital des financeurs sont en diminution sur la période étudiée.

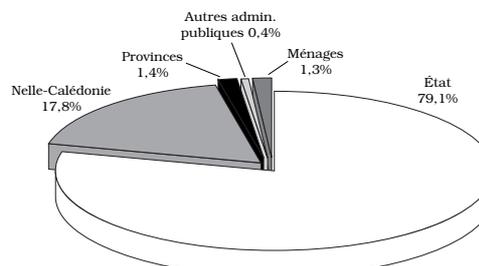
Évolution des dépenses d'enseignement du 2nd degré 2nd cycle



• **L'enseignement supérieur**

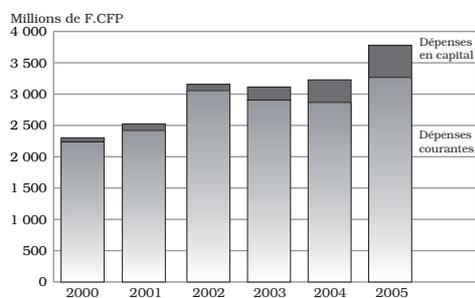
L'activité d'enseignement supérieur représente 6,9% des dépenses en faveur de l'enseignement scolaire avec 3,8 milliards en 2005, ce montant concernant toutes les formations de type scolaire de niveau supérieur au baccalauréat.

Financement de l'enseignement supérieur en 2005



L'organisation des études est variée en fonction des filières suivies et les producteurs d'enseignement supérieur sont divers. Certains établissements dépendent de l'État qui représente 79,1% du financement de l'enseignement supérieur : l'Université de la Nouvelle-Calédonie (UNC), l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres du Pacifique (IUFM) et les lycées publics et privés pour les classes supérieures des lycées (BTS et classes préparatoires aux grandes écoles). D'autres dépendent de la Nouvelle-Calédonie qui finance 17,8% de l'activité : l'Institut de Formation des Maîtres de Nouvelle-Calédonie (IFMNC) et l'Institut de Formation des Professions Sanitaires et Sociales (IFPSS). L'École de Gestion et de Commerce (EGC) est gérée par un organisme consulaire (la CCI) qui couvre 0,4% des dépenses de l'activité d'enseignement supérieur. Enfin, l'École Normale de l'Enseignement Privé (ENEP) dépend de la Direction Diocésaine de l'École Catholique (DDEC) et est financée conventionnellement par l'État. La participation des ménages (1,3%) correspond à des frais d'inscription.

Évolution des dépenses d'enseignement supérieur

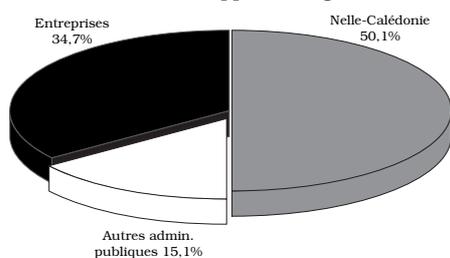


Sur les six années étudiées, les dépenses des financeurs en faveur de l'enseignement supérieur progressent de 64,1%.

• L'apprentissage

L'activité d'apprentissage du compte de l'éducation de Nouvelle-Calédonie représente 0,5 milliard de F.CFP, soit environ 1% des dépenses d'enseignement scolaire en 2005. Elle comprend les formations dispensées dans les centres de formation d'apprentis des chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers et Chambre d'Agriculture) mais ne comprend pas la formation dispensée sur le lieu de travail. La rémunération des apprentis ne fait pas partie du champ du compte de l'éducation.

Financement de l'apprentissage en 2005

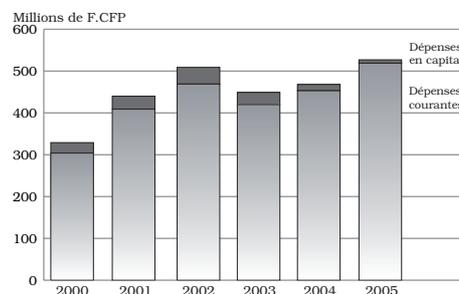


Les CFA sont gérés par les chambres consulaires qui les financent directement (15,1%) ou par le biais de participations spécifiques de la Nouvelle-Calédonie pour le fonctionnement de leurs sections de formation d'apprentis (50,1%), mais également grâce à la taxe

d'apprentissage payée par les entreprises (34,7%) qui a été mise en place en 2001.

Les dépenses des financeurs en faveur de l'apprentissage augmentent de 12,5% en 2005 et globalement de 60% depuis 2000.

Évolution des dépenses d'apprentissage



• L'enseignement artistique

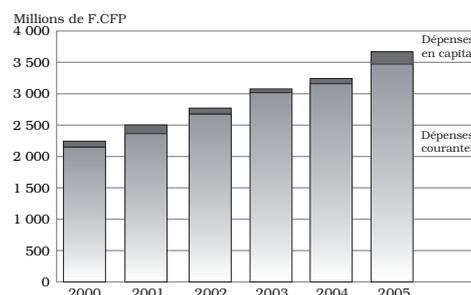
Le seul établissement retenu en tant que dispensateur d'enseignement artistique est le Conservatoire de Musique (anciennement École Territoriale de Musique), l'École d'Art étant fermée depuis 2003. 0,5% du financement en faveur de l'éducation revient à l'enseignement artistique, soit 250 millions de F.CFP.

La formation extrascolaire

• La formation professionnelle continue

L'activité de formation professionnelle continue représente 3,7 milliards de F.CFP en 2005, soit 6,2% de l'ensemble des dépenses d'enseignement. Cette activité rassemble l'ensemble des actions de formation continue à destination des actifs occupés ou inoccupés, y compris la formation professionnelle continue interne aux administrations et aux entreprises. La rémunération des personnels en stage de formation continue n'est pas considérée, dans le compte de l'éducation, comme une dépense de formation. L'activité de formation professionnelle continue est réalisée par différents producteurs : les établissements du 2nd degré (en particulier par l'intermédiaire des groupements d'établissements, les GRETA), l'UNC (cette activité n'étant pas pour l'heure convenablement isolée de l'activité d'enseignement supérieur), les établissements gérés par les organismes consulaires, les centres de formation interne des administrations et des entreprises, les établissements publics de formation extrascolaire (par exemple l'ETFPA) et les autres établissements privés pour les formations organisées par des associations ou des organismes privés spécialisés (par exemple le Centre de Formation aux Techniques de la Mine et des Carrières).

Évolution des dépenses de formation professionnelle continue



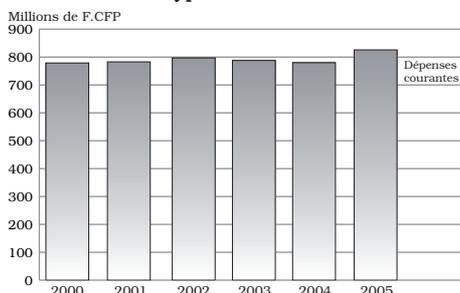
Les dépenses de formation professionnelle continue sont constituées à 94,7% de dépenses courantes. Leur progression annuelle est régulière sur les six années et aboutit à une augmentation de 63,4% entre 2000 et 2005.

• **Les autres formations de type extrascolaire**

Les dépenses en faveur de l'activité "autres formations de type extrascolaire" sont estimées à 826 millions de F.CFP en 2005, représentant 1,4% de l'ensemble des dépenses d'enseignement. Cette activité regroupe les données relatives à des enseignants ayant le statut de profession libérale et les activités du CNAM et des centres associés.

En l'absence de données précises, les dépenses recensées ont été classées en dépenses courantes. Elles sont stables sur les six années étudiées.

Évolution des dépenses des autres formations de type extrascolaire



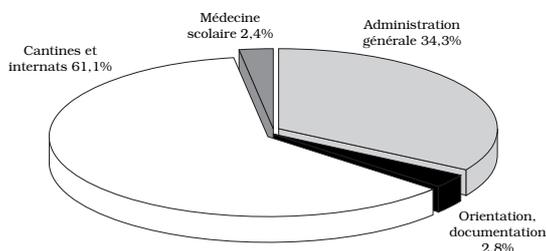
Les dépenses qui n'entrent pas dans les comptes de l'éducation : Les opérations de la Mission Formation qui sont menées sur le territoire sont comptabilisées dans les comptes de l'éducation, mais certaines opérations en faveur d'étudiants calédoniens, menées en métropole, n'entrent pas dans la dépense intérieure d'éducation. Ainsi, en 2005, l'État a financé l'accompagnement pédagogique, le transport et le versement de bourses aux bénéficiaires du programme "Cadre Avenir", pour plus de 400 millions de F.CFP.

De même, la rémunération des stagiaires et les primes des maîtres de stage ne sont pas reprises dans les comptes de l'éducation, or elles constituent un effort notable des collectivités pour inciter à la formation. En 2005 la Nouvelle-Calédonie a versé plus de 400 millions sous forme de rémunérations de stagiaires et apprentis.

Les activités annexes

Il s'agit d'activités caractéristiques du domaine, c'est-à-dire qu'elles concourent directement à la production des biens et services qui assurent indirectement la transmission et l'acquisition des connaissances. Dans leur ensemble, les activités annexes représentent 11 milliards de F.CFP en 2005, soit 14,9% de la dépense intérieure d'éducation.

Dépenses pour les activités annexes, par activité, en 2005

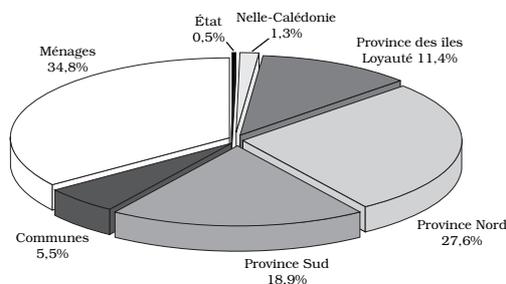


• **Les cantines et internats**

Cette activité regroupe l'ensemble des activités de restauration et d'hébergement à l'intention des élèves du primaire et du secondaire. Elle constitue le premier poste de dépenses parmi les activités annexes d'éducation (61,1%) avec 6,7 milliards de F.CFP. La production de l'activité de cantines est attribuée aux établissements d'enseignement que fréquentent les élèves et les activités des internats publics sont attribuées aux établissements publics du 2nd degré. L'activité de cantines gérée par les associations n'a pas été évaluée.

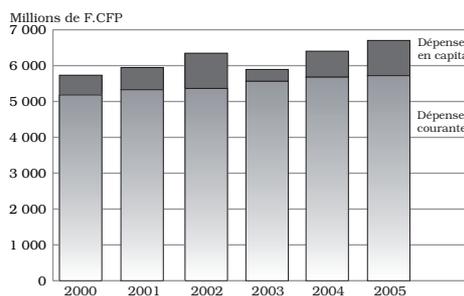
Les provinces, qui gèrent les internats provinciaux et subventionnent les internats et cantines des établissements privés, constituent le principal financeur de cette activité (57,9%). Les communes gèrent les cantines du public, parfois par l'intermédiaire de caisses des écoles, contribuant ainsi à hauteur de 5,5% au financement de l'activité. Les ménages financent 34,8% des cantines et internats, mais ils perçoivent à ce titre des bourses provinciales.

Financement de l'activité de cantines et internats en 2005



Contrairement aux autres activités annexes de l'éducation, l'activité de cantines et internats nécessite des dépenses en capital notables, même si l'on observe une diminution de ce type de dépenses en 2003. Dans leur ensemble, les financements en faveur de cette activité augmentent de 16,9 % entre 2000 et 2005.

Évolution des dépenses de cantines et internats

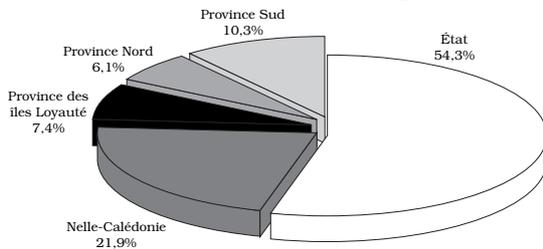


• **L'administration générale**

Elle regroupe les activités des services administratifs dont l'objet est d'organiser et de réglementer les systèmes d'enseignement : Vice-Rectorat, services spécialisés des collectivités locales, directions de l'enseignement privé. Cette activité représente 33,7% des dépenses en activités annexes en 2005 avec 3,7 milliards de F.CFP.

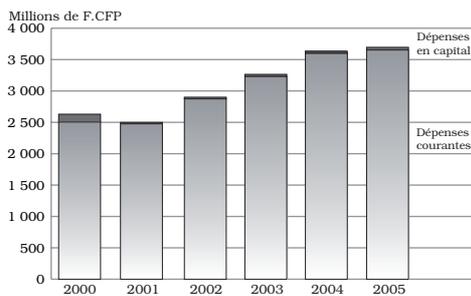
L'État est le principal financeur de l'administration générale puisqu'il représente 54,3% de son financement total. Suivent les provinces avec 23,9% du financement puis la Nouvelle-Calédonie (21,9%). Certaines communes disposent de services spécifiquement affectés à l'éducation, mais leurs dépenses ne sont pas isolées.

Financement de l'activité d'administration générale en 2005



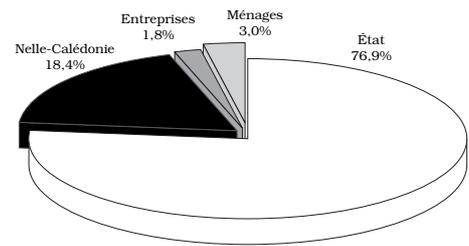
Les dépenses d'administration générale progressent de 40,5% entre 2000 et 2005. Cette augmentation s'explique en partie par le renforcement des services locaux en charge de la formation et du primaire.

Évolution des dépenses d'administration générale



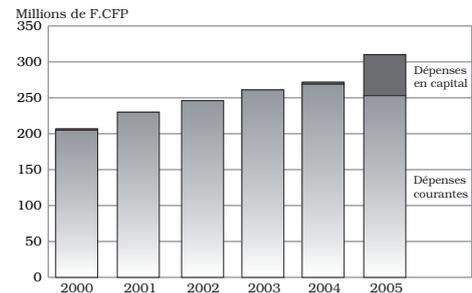
• L'orientation scolaire et la documentation pédagogique
 Ces activités ne représentent que 2,9% des dépenses en faveur des activités annexes d'éducation, soit 314 millions de F.CFP. L'activité d'orientation correspond à l'activité du Centre d'Information et d'Orientation (CIO) qui est un service extérieur du Vice-Rectorat de Nouvelle-Calédonie. Cet organisme a pour but d'informer les élèves, les étudiants et les familles sur les différentes filières d'enseignement et sur leurs débouchés. L'activité de documentation pédagogique est assurée par le Centre de Documentation Pédagogique de Nouvelle-Calédonie (CDP-NC), établissement public national qui fournit aux acteurs du système éducatif des prestations et des services de documentation, d'édition, d'ingénierie éducative, d'arts et de culture. L'État finance presque totalement ces activités (76%), la participation des entreprises et des ménages correspondant à des achats auprès du CDP-NC, celle de la Nouvelle-Calédonie à des subventions.

Financement de la documentation et de l'orientation en 2005



Les dépenses dans le cadre de ces activités, qui sont presque exclusivement des dépenses courantes, augmentent de 52,2% entre 2000 et 2005.

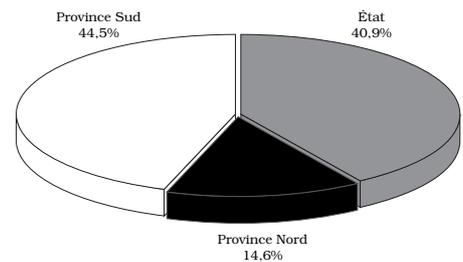
Évolution des dépenses d'orientation et de documentation



• La médecine scolaire

L'activité de médecine scolaire entraîne une dépense estimée à 263 millions de F.CFP en 2005 qui représente 2,4% des dépenses en activités annexes. Cette dépense correspond à l'organisation de visites médicales préventives et à la rémunération de médecins et d'infirmières (le fonctionnement des infirmeries n'a pu être isolé). Le présent compte n'évalue des dépenses de médecine scolaire que pour les établissements du premier degré publics et privés et du second degré publics.

Financement de la médecine scolaire en 2005

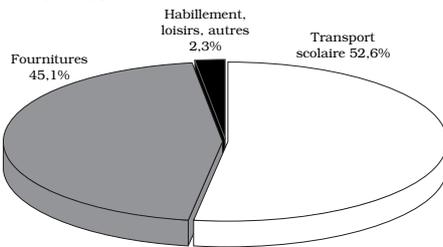


La médecine scolaire relève de la compétence de l'État, cependant il ne la finance qu'à hauteur de 40,9%. En effet, en ce qui concerne le primaire cette compétence a été déléguée aux directions provinciales de l'action sanitaire et sociale. A ce titre, l'État leur verse une compensation (sur la base d'un coût par élève en métropole) qui est inférieure au coût assumé par les provinces, évalué à 59,1% de la dépense totale.

Les biens et services "connexes"

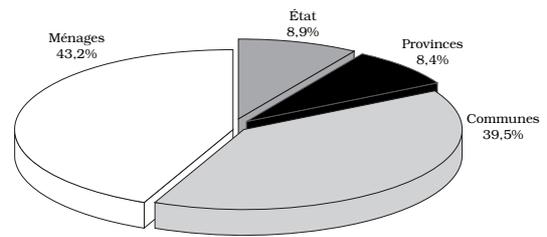
Dans leur ensemble, ces biens et services représentent 2,3 milliards de F.CFP, soit 3,2% de la dépense intérieure d'éducation en 2005. Le transport scolaire est le premier poste de dépenses en biens et services connexes (52,6%), suivi par les livres et fournitures scolaires (45,1%).

Dépense par type de biens et services connexes en 2005



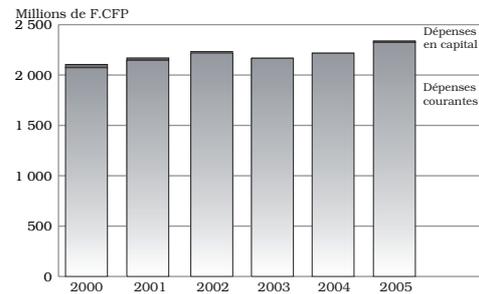
En finalité, les ménages sont les principaux financeurs des biens et services liés à l'éducation, avec 43,3% du financement, en raison principalement de leurs dépenses en fournitures scolaires. Les communes, qui organisent le transport scolaire et reçoivent à ce titre une dotation de l'État, représentent 39,5% du financement.

Financement des biens et services connexes en 2005



Les dépenses en biens et services liés sont essentiellement des dépenses courantes. Elles progressent de 11,1% sur les six années étudiées.

Évolution des dépenses en biens et services liés



63,6% des financements du secteur de production sont destinés aux établissements publics d'enseignement

Les unités de production sont les unités économiques qui produisent une ou plusieurs activités "caractéristiques" du domaine, sans pour autant que ce soit nécessairement les seules activités qu'elles exercent. Leurs ressources proviennent pour tout ou partie des sommes reçues des financeurs du domaine. On peut repérer deux grandes catégories de producteurs : les producteurs d'enseignement, qui effectuent au moins une activité d'enseignement, et les autres producteurs qui réalisent d'autres activités propres au domaine, bien qu'elles ne soient pas d'enseignement.

Avertissements : il convient de distinguer le financement des producteurs du domaine de l'éducation (c'est-à-dire les dépenses des financeurs) de la dépense des producteurs. La dépense intérieure d'éducation correspond à l'ensemble des dépenses des financeurs.

Par hypothèse et pour des raisons liées aux sources d'information, on considère que les dépenses de certains producteurs correspondent aux financements reçus (c'est le cas pour les écoles, collèges et lycées publics par exemple).

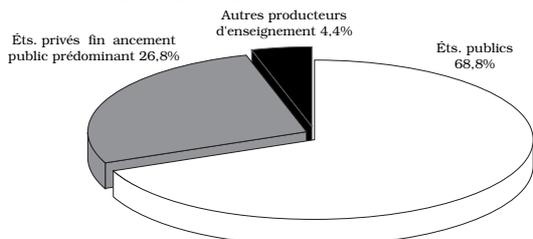
Les données concernant la production des activités artistiques et de formation professionnelle continue étant insuffisantes (cf. la colonne "non ventilé"), les producteurs d'enseignement artistique et de formation extrascolaire ne sont pas étudiés.

Les comparaisons de coûts moyens par élève sont délicates, car les dépenses prises en compte par les différents producteurs, en particulier entre les producteurs privés et publics ne sont pas homogènes. De plus, les services rendus entre administrations ne sont pas facturés et n'entrent donc pas dans les dépenses des établissements publics.

Les producteurs d'enseignement

Les producteurs d'enseignement perçoivent 92,4% du financement du secteur de production du domaine en 2005, c'est-à-dire 65,3 milliards de F.CFP.

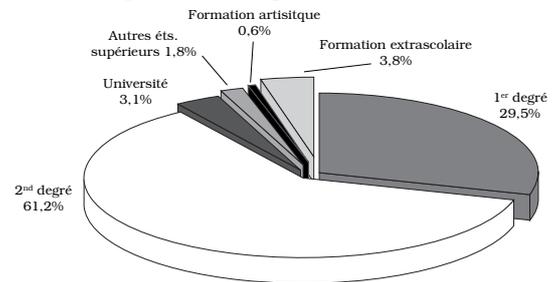
Financement des producteurs d'enseignement, par type de producteur en 2005



Les établissements publics

Ils comprennent les établissements ayant une autonomie comptable et un statut juridique d'établissement public ainsi que les établissements non autonomes dépendant des collectivités locales. Dans leur ensemble, ils perçoivent 44,9 milliards de F.CFP.

Répartition des financements entre les établissements publics d'enseignement en 2005

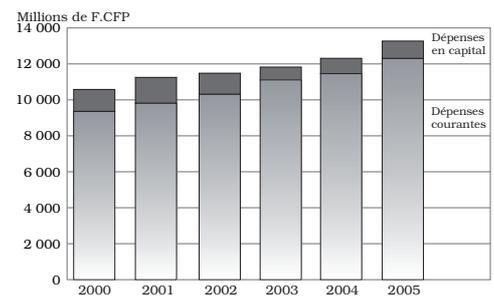


• Les établissements publics du 1^{er} degré

Il s'agit des maternelles et écoles primaires publiques qui ont des activités d'enseignement du 1^{er} degré, de cantines et internats et de médecine scolaire. Leur financement s'élève à 13,3 milliards de F.CFP en 2005, soit 29,5% du financement total des établissements publics d'enseignement.

On observe que le total des dépenses en faveur des écoles publiques augmente de 25,4% entre 2000 et 2005, en dépit d'une contraction des dépenses en capital.

Évolution des dépenses des établissements publics du 1^{er} degré

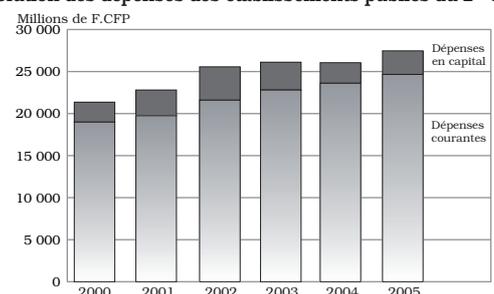


• Les établissements publics du 2nd degré

Il s'agit des collèges, lycées, lycées professionnels publics et leurs antennes et des MFR. Ils ont des activités d'enseignement du 2nd degré (1^{er} et 2nd cycles), d'enseignement supérieur (classes supérieures des lycées), de formation professionnelle continue (GRETA), de cantines et internats et de médecine scolaire. Il s'agit de la principale catégorie d'établissements publics d'enseignement en termes de coûts (61,2% de la dépense) avec 27,5 milliards de F.CFP en 2005.

Dans l'ensemble, les établissements publics du second degré perçoivent 38,9% du financement en faveur du secteur de production en 2005. Leur coût progresse de 28,6% entre 2000 et 2005.

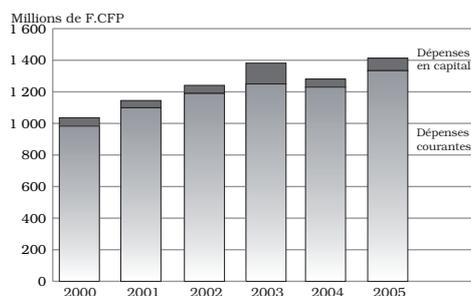
Évolution des dépenses des établissements publics du 2nd degré



• L'Université de la Nouvelle-Calédonie

Les chiffres concernant l'Université de la Nouvelle-Calédonie ne correspondent pas aux comptes présentés par celle-ci, en effet certains coûts sont directement pris en charge par les collectivités, en particulier certaines rémunérations par l'État. Ainsi, l'ensemble des financements liés aux activités de l'Université s'élèvent à 1,4 milliard de F.CFP.

Évolution des dépenses des financeurs en faveur de l'Université de la Nouvelle-Calédonie



Les dépenses de personnel représentent environ 80% du total des coûts liés à la production de l'Université de la Nouvelle-Calédonie.

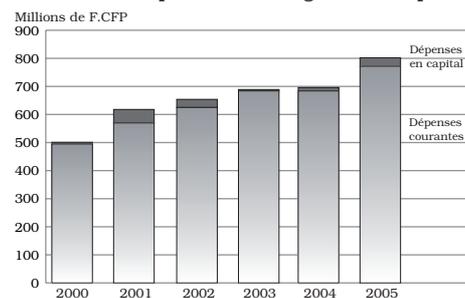
Les financements perçus par l'Université de Nouvelle-Calédonie progressent de 36,3% sur les six années étudiées.

• Les autres établissements publics d'enseignement supérieur

Cette catégorie de producteurs correspond à l'IUFM et à l'IFMNC. En 2005, elle représente une dépense de 802 millions de F.CFP de la part des financeurs.

Les financements perçus par ces établissements progressent de 60% sur les six années étudiées.

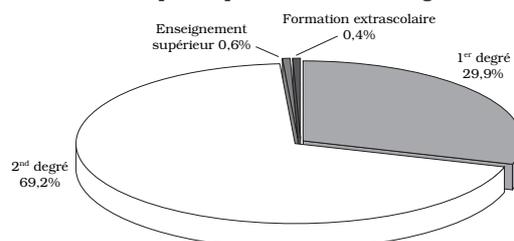
Évolution des dépenses des financeurs en faveur des autres établissements publics d'enseignement supérieur



Les établissements privés à financement public prédominant

Ils sont constitués par des établissements de droit privé dont plus de la moitié des ressources provient des administrations publiques. Les écoles, collèges, lycées privés ainsi que l'ENEP font partie des directions de l'enseignement privé : la Direction Diocésaine de l'École Catholique (DDEC), l'Alliance Scolaire de l'Église Évangélique (ASEE) et la Fédération de l'Enseignement Libre Protestant (FELP). Les Maisons Familiales et Rurales appartiennent également à cette catégorie d'établissements. L'ensemble de ces établissements représente pour 2005 un financement de 17,5 milliards de F.CFP.

Répartition des financements entre les ét. privés à financement public prédominant d'enseignement

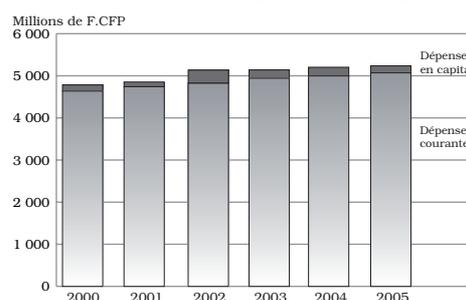


• Les établissements privés du 1^{er} degré

Il s'agit des maternelles et écoles primaires privées qui ont des activités d'enseignement du premier degré, de cantines et internats et de médecine scolaire. Leur financement s'élève à 5,2 milliards de F.CFP en 2005, soit 29,9% du financement total en faveur des établissements privés à financement public prédominant.

Les financements destinés aux établissements privés à financement public prédominant du premier degré ont progressé de 8,9% entre 2000 et 2005.

Évolution des dépenses des financeurs en faveur des établissements privés du 1^{er} degré

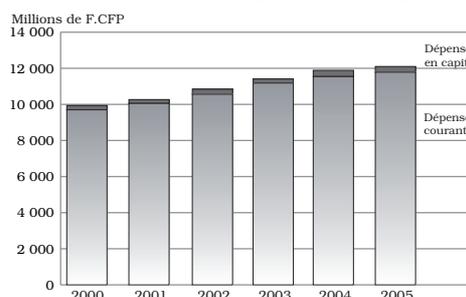


• Les établissements privés du 2nd degré

Il s'agit des collèges et lycées privés de la DDEC, de l'ASEE et de la FELP, mais également des MFR. Ils ont des activités d'enseignement du 2nd degré 1^{er} et 2nd cycles, d'enseignement supérieur (BTS), de cantines et internats et de médecine scolaire. Ils constituent le principal poste de dépenses sur l'ensemble des établissements privés à financement public prédominant (69,2%) avec 12,1 milliards de F.CFP en 2005.

Les financements perçus par ces établissements progressent de 21,7% entre 2000 et 2005.

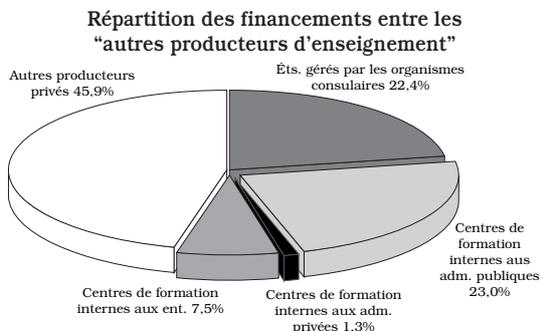
Évolution des dépenses des financeurs en faveur des établissements privés du 2nd degré



Les autres producteurs d'enseignement

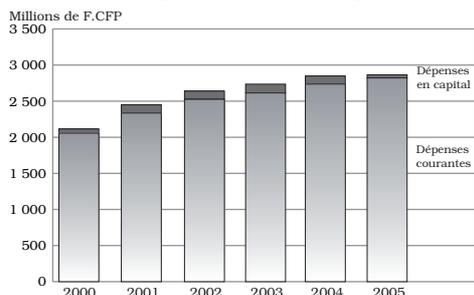
Ce type de producteurs comprend les établissements gérés par les établissements consulaires qui ont des

activités de formation, d'apprentissage et d'enseignement supérieur, les centres de formation internes aux administrations publiques et privées et aux entreprises qui regroupent des unités internes à ces agents et les autres producteurs privés. Dans leur ensemble, ils perçoivent 4,1% des financements en faveur des producteurs du domaine en 2005, soit 2,9 milliards de F.CFP.



Entre 2000 et 2005, les financements qui leur sont destinés augmentent de 35,5 %.

Évolution des dépenses des financeurs en faveur des autres producteurs d'enseignement



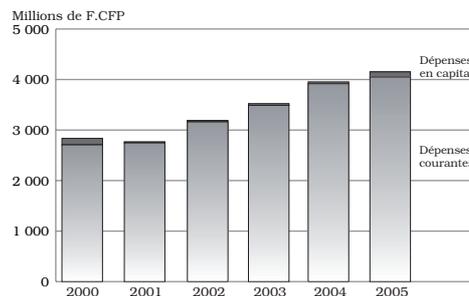
Les autres producteurs du domaine

Il s'agit de l'État, des administrations publiques locales, des grands établissements publics et des directions de l'enseignement privé pour les actions de ces unités (administration générale, orientation, documentation pédagogique).

Ces producteurs perçoivent 5,9% du financement total des producteurs du domaine en 2005, c'est-à-dire 4,1 milliards de F.CFP.

Les financements qui leur sont destinés augmentent de 46,5% sur la période.

Évolution des dépenses des financeurs en faveur des autres producteurs du domaine



Population scolaire de la Nouvelle-Calédonie

Unité : élève	2003			2004			2005		
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
1^{er} degré	27 069	9 989	37 058	27 259	9 790	37 049	27 474	9 771	37 245
dont : préélémentaire	9 677	3 879	13 556	9 775	3 752	13 527	9 917	3 777	13 694
élémentaire	16 897	6 110	23 007	17 013	6 018	23 031	17 138	5 994	23 132
spécial	495		495	471	20	491	419	0	419
2nd degré	20 456	10 465	30 921	20 985	10 554	31 539	21 493	10 494	31 987
dont : général et technologique	16 723	7 674	24 397	17 265	7 632	24 897	17 773	7 512	25 285
professionnel*	4 109	2 791	6 900	4 057	2 922	6 979	3 720	2 982	6 702
Supérieur	2 509	88	2 597	2 626	82	2 708	2 802	124	2 926
TOTAL	50 409	20 542	70 951	51 207	20 426	71 633	51 769	20 389	72 158

* Y compris les MFR
Sources : Vice-Rectorat, ISEE

Tableaux du compte de l'éducation**Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services**

Dépenses courantes

Dépenses en capital

Dépenses totales

Financement du secteur de production

Dépenses courantes

Dépenses en capital

Dépenses totales

Transferts entre les unités de financement

Dépenses courantes

Dépenses en capital

Dépenses totales

Tableaux 2005 18 à 24

Tableaux 2004 25 à 31

Tableaux 2003 32 à 38

Tableaux 2002 39 à 45

Tableaux 2001 46 à 52

Tableaux 2000 53 à 59

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2005

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP

	1 ^{er} degré		2 nd degré		2 nd degré 2 nd cycle		2 nd degré 2 nd cycle		Enseignement scolaire		Enseignement supérieur		Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement	
	1 ^{er} cycle	2 nd cycle	1 ^{er} cycle	2 nd cycle	2 nd cycle	2 nd cycle	2 nd cycle	2 nd cycle	2 nd degré non ventilé	2 nd degré non ventilé	Spécial	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique		Formation Profes- sionnelle continue
État	4 109	15 650	9 353	5 216	606	26	2 485	640	4	38 089						
Coll. territoriales :																
Nouvelle-Calédonie	54		21					264		102			666		1 344	70
Provinces :																
Iles Loyauté	1 118	24		10		2				23			23		71	
Nord	1 810	51		65		14				19			19		203	12
Sud	6 344	201		8		67				12			12		248	0
Communes	2 121					7									31	0
Total Coll. territoriales	11 446	276	21	84		192		264		720			720		1 896	82
Autres admin. publiques					606			72		15			15		116	
Total Admin. publiques	15 555	15 926	9 374	5 300	606	217	3 220	336		3 220			3 220		2 653	87
Entreprises	79	69	86	93		33		183		47			47		787	740
Ménages															33	
TOTAL	15 634	15 995	9 460	5 392	606	250	3 267	519		3 267			3 267		3 474	826

Unité : million de F.CFP

	Administration générale		Orientation		Activités annexes		TOTAL		TOTAL		TOTAL		TOTAL			
	Administration générale	Orientation	Orientation	Orientation	Cantines et internats	Médecine scolaire	Documenta-tion pédagogique	Activités d'ensei-gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés	Fournitures	Habille-ment, loisirs, autres	Rémunération du per-sonnel en formation	Autres	Non ventilé	Dépenses financières finals
État	1 967	133	30	108	105	208	40 432	19								40 660
Coll. territoriales :																
Nouvelle-Calédonie	808						3 328	1					732		2	4 062
Provinces :																
Iles Loyauté	275		622			26	2 144								30	2 200
Nord	224		1 450	39		20	3 889								59	3 968
Sud	379		940	117		92	8 315					53			12	8 478
Communes			346			759	2 504					0			31	3 446
Total Coll. territoriales	1 685		3 358	156		898	20 179					53		732	134	22 154
Autres admin. publiques					203											203
Total Admin. publiques	3 653	133	3 387	263	105	1 106	60 814			158		53		732	153	63 016
Entreprises					6		976									976
Ménages			2 333		9	113	3 522			899						4 535
TOTAL	3 653	133	5 721	263	120	1 219	65 313			1 057		53		732	153	68 527

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2005

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP	Enseignement scolaire										Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré 2 nd cycle gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	Spécial non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique			Formation profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	
État			523	5		0	0		502		36		1 066		
Coll. territoriales :															
Nouvelle-Calédonie									8		155		164		
Provinces :															
Iles Loyauté	56	128		13									197		
Nord	112	175		15							2		304		
Sud		1 350	16	16	10								1 392		
Communes	949												949		
Total Coll. territoriales	1 116	1 653	16	44	10	10		8			157		3 005		
Autres admin. publiques							8						8		
Total Admin. publiques	1 116	1 653	538	49	10	10	8	511			194		4 080		
Entreprises															
Ménages															
TOTAL	1 116	1 653	538	49	0	10	8	511			194		4 080		

Unité : million de FCFP	Activités annexes										TOTAL Dépenses financiers finals	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habillage- ment, autres	Rémunération du per- sonnel en formation		Autres Non ventilé
État	38		2			1 107					8	1 114
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie			88		57	308						308
Provinces :												
Iles Loyauté			144			341						341
Nord	2		398			704						704
Sud	3		329			1 724					17	1 741
Communes			21		57	969	14					984
Total Coll. territoriales	5		978		57	4 046	14				17	4 077
Autres admin. publiques						8						8
Total Admin. publiques	43		981		57	5 160	14				25	5 199
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	43		981		57	5 160	14				25	5 199

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2005

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP

	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire			TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré 2 nd cycle gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL		
État	4 109	15 650	9 876	5 221	606		2 987	26	677	4	39 156			
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie	54		21			264	674	102	1 499	70	2 684			
Provinces :														
Iles Loyauté	1 173	152		23			23	2	71		1 444			
Nord	1 922	227		80			19	14	205	12	2 480			
Sud	6 344	1 551	16	24	10		12	67	248		8 271			
Communes	3 070							7	31		3 107			
Total Coll. territoriales	12 562	1 929	37	128	10	264	728	192	2 054	82	17 986			
Autres admin. publiques						80	15		116		211			
Total Admin. publiques	16 671	17 579	9 912	5 349	616	344	3 730	217	2 847	87	57 352			
Entreprises						183	47		787		970			
Ménages	79	69	86	93				33	33	740	1 180			
TOTAL	16 750	17 648	9 998	5 442	616	527	3 778	250	3 667	826	59 503			

Unité : million de F.CFP

	Administration générale			Activités annexes		TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes		Biens et services liés			Autres		TOTAL Dépenses financiers finals
	Orientation	Formation	Orientation	Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Transport scolaire	Fournitures	Habillage, loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Non ventilé	TOTAL	
État	2 005	133	133	32	108	105	208				26	41 774	
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	808			88		57		1		732	2	4 371	
Provinces :													
Iles Loyauté	275			766			26				30	2 540	
Nord	226			1 848	39		20				59	4 671	
Sud	382			1 268	117		92	5	53		29	10 219	
Communes				366			774	151			31	4 430	
Total Coll. territoriales	1 690			4 336	156	57	912	157	53	732	151	26 230	
Autres admin. publiques							1 121	158	53	732	177	211	
Total Admin. publiques	3 696		133	4 368	263	162	1 121	158	53	732	177	68 216	
Entreprises						6	113	899				976	
Ménages				2 333		9						4 535	
TOTAL	3 696	133	6 702	263	177	70 473	1 234	1 057	53	732	177	73 726	

Financement du secteur de production en 2005

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement)
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant			Total				
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total		1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire
État	77	22 100	1 310	331	26	49	23 893	4 032	9 533	96		13 662
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	19	126		439	102	915	1 601				34	34
Provinces :												
Iles Loyauté	1 110	192			2	32	1 335	38	435			473
Nord	1 771	734			14	43	2 563	235	675			910
Sud	6 366	554			67	91	7 079	274	415			689
Communes	2 393				7	3	2 403	73			28	101
Total Coll. territoriales	11 659	1 606		439	192	1 084	14 980	620	1 524		62	2 207
Autres admin. publiques												
Total Admin. publiques	11 736	23 706	1 310	770	217	1 243	38 982	4 653	11 058	96	62	15 869
Entreprises		11					165					
Ménages	563	940	24	2	33	74	1 635	417	726			1 143
TOTAL	12 299	24 658	1 334	772	250	1 471	40 782	5 070	11 784	96	62	17 012

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement				TOTAL			TOTAL			TOTAL Tous producteurs	
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation internes aux entreprises	Autres producteurs privés	Autres producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	CDP	Non ventilé		68
État		573	38			38 166	2 113		105		68	40 451
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	333	48			197	2 212	940				142	3 295
Provinces :												
Iles Loyauté						1 808	232	43			92	2 174
Nord						3 473	133	91			251	3 948
Sud						7 768	278	101			181	8 327
Communes						2 504	1 583	235			31	2 535
Total Coll. territoriales	333	48			197	17 764	1 583	235			696	20 278
Autres admin. publiques	93					203						203
Total Admin. publiques	426	621		38	197	56 132	3 696	235	105	764	60 932	
Entreprises	186				405	970		6			976	
Ménages	20	2			713	3 513		9			3 522	
TOTAL	633	622	38	214	1 315	60 616	3 696	235	120	764	65 430	

Financement du secteur de production en 2005

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant		Total
	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré	
État	28			637		
Coll. territoriales :						
Nouvelle-Calédonie	2	243		245		
Provinces :						
Iles Loyauté				230	54	110
Nord				512	75	187
Sud				1 534	186	186
Communes				969		
Total Coll. territoriales	2	243		3 491	316	483
Autres admin. publiques						
Total Admin. publiques	30	243		4 128	316	483
Entreprises						
Ménages						
TOTAL	969	2 807	30	4 128	167	483

Unité : million de F.CFP	Éts, gérés par des organismes consulaires			Autres producteurs d'enseignement			Autres producteurs privés			TOTAL Tous producteurs	
	Éts, gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation internes aux entreprises	Autres producteurs privés	TOTAL Producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	CDP		
État						674	38			403	1 114
Coll. territoriales :											
Nouvelle-Calédonie						245			57	7	308
Provinces :											
Iles Loyauté						340				1	341
Nord						700	2			2	704
Sud						1 721		3		17	1 741
Communes						969					969
Total Coll. territoriales						3 974	2	3	57	26	4 063
Autres admin. publiques	8					8					8
Total Admin. publiques	8					4 656	40	3	57	429	5 185
Entreprises											
Ménages											
TOTAL	8					4 656	40	3	57	429	5 185

Financement du secteur de production en 2005

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant		Total		
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta. d'enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire		Enseignement supérieur	Formation extrascolaire
État	77	22 631	1 389	359	26	49	24 530	96	13 662
Coll. territoriales :									
Nouvelle-Calédonie	19	126		441	102	1 158	1 845	34	34
Provinces :									
Iles Loyauté	1 110	422			2	32	1 565	489	583
Nord	1 771	1 247			14	43	3 075	750	1 097
Sud	6 366	2 089			67	91	8 613	601	875
Communes	3 363				7	3	3 372	73	101
Total Coll. territoriales	12 628	3 883		441	192	1 327	18 471	1 840	2 690
Autres admin. publiques						110	110		
Total Admin. publiques	12 705	26 513	1 389	800	217	1 486	43 110	96	16 352
Entreprises		11				154	165		
Ménages	563	940	24	2	33	74	1 635	417	1 143
TOTAL	13 268	27 465	1 412	802	250	1 713	44 910	96	17 495

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement				Autres producteurs privés		TOTAL		TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation internes aux entreprises	Centres de formation in-ternes aux admin. publiques	Centres de formation in-ternes aux admin. privées	Autres producteurs privés	Administration publique	Administration du privé	CDP	
État			610	38		2 151	105	470	41 566
Coll. territoriales :									
Nouvelle-Calédonie	333		48		197	940	57	149	3 603
Provinces :									
Iles Loyauté						232	43	92	2 514
Nord						135	91	253	4 651
Sud						278	104	197	10 068
Communes						1 585	238	722	3 505
Total Coll. territoriales	333		48		197	2 151	238	722	24 341
Autres admin. publiques	101					3 736	238	1 192	211
Total Admin. publiques	434		657	38	197	3 736	238	1 192	66 117
Entreprises	186				405		6		976
Ménages	20		2		713		9		3 522
TOTAL	641		659	38	1 315	3 736	238	1 192	70 615

Transferts entre les unités de financement en 2005

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	40 660	320	840		41 820
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	4 062			258	3 805
Provinces :					
Iles Loyauté	2 200	432		239	2 392
Nord	3 968	657		151	4 474
Sud	8 478	1 045			9 523
Communes	3 446			283	3 163
Total Coll. territoriales	62 813				23 356
Autres admin. publiques	203				203
Total Admin. publiques	63 016				65 379
Entreprises	976		91		1 066
Ménages	4 535			2 453	2 081
TOTAL	68 527				68 527

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	1 114		1 385		2 500
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	308				308
Provinces :					
Iles Loyauté	341			144	196
Nord	704			293	410
Sud	1 741			947	793
Communes	984				984
Total Coll. territoriales	5 191				2 692
Autres admin. publiques	8				8
Total Admin. publiques	5 199				5 199
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	5 199				5 199

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	41 774	320	2 225		44 319
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	4 371			258	4 113
Provinces :					
Iles Loyauté	2 540	432		383	2 589
Nord	4 671	657		444	4 884
Sud	10 219	1 045		947	10 316
Communes	4 430			283	4 147
Total Coll. territoriales	68 005				26 048
Autres admin. publiques	211				211
Total Admin. publiques	68 216				70 578
Entreprises	976		91		1 066
Ménages	4 535			2 453	2 081
TOTAL	73 726				73 726

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2004

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement)
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré 2 nd cycle gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire		
État	4 052	15 501	8 875	4 730	582			2 334		603	4	36 681	
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	14		21				176	442	56	1 117	43	1 869	
Provinces :													
Iles Loyauté	946	24	1	10				10		89		1 080	
Nord	1 802	51		64				13		193	9	2 132	
Sud	5 768	186						7		163		6 123	
Communes	2 034									31		2 064	
Total Coll. territoriales	10 564	261	22	74			176	471	56	1 592	53	13 268	
Autres admin. publiques							108	10		105		223	
Total Admin. publiques	14 616	15 761	8 897	4 804	582		284	2 815	56	2 300	57	50 171	
Entreprises							169			836		1 005	
Ménages	72	37	51	85				53	29	15	723	1 066	
TOTAL	14 688	15 798	8 948	4 889	582		453	2 868	84	3 151	780	52 241	

Unité : million de FCFP	TOTAL										TOTAL	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habillage, loirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres Non ventilé	Dépenses financiers finals
État	2 166	140	38	115	110	39 250	208	1			34	39 493
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	627				3	2 499		1		667		3 167
Provinces :												
Iles Loyauté	189					1 904	18				14	1 936
Nord	244			40		3 805	11				10	3 827
Sud	372			117		7 481	83	6	55		9	7 634
Communes						2 380	725	156				3 262
Total Coll. territoriales	1 433			157	3	18 069	838	163	55	667	34	19 826
Autres admin. publiques						223						223
Total Admin. publiques	3 599	140	3 246	272	113	57 541	1 046	164	55	667	68	59 541
Entreprises					6	1 011						1 011
Ménages			2 432		10	3 508	70	883				4 461
TOTAL	3 599	140	5 678	272	129	62 059	1 116	1 047	55	667	68	65 012

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2004

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire			TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré 2 nd cycle gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL		
État		699	14	7	328				13			1 061		
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie					32				5			37		
Provinces :														
Iles Loyauté	141	199	8						20			367		
Nord	77	334	22						44			478		
Sud	8	786	15	2					1			827		
Communes	804											804		
Total Coll. territoriales	1 030	1 320	45	2	32				70			2 512		
Autres admin. publiques					15							15		
Total Admin. publiques	1 030	1 320	58	9	360				83			3 589		
Entreprises														
Ménages														
TOTAL	1 030	1 320	58	9	360	15	83	3 589	83	3 589	3 589	3 589		

Unité : million de F.CFP	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes										Biens et services liés			TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Transport scolaire	Fournitures	Habillage, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres Non ventilé	TOTAL			
État	27	2	1 090	40	52							1 090		
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie				3					52			92		
Provinces :														
Iles Loyauté			15									383		
Nord	3	336	816						49			866		
Sud	3	343	1 172						16			1 188		
Communes			29									833		
Total Coll. territoriales	6	723	3 244	3					118			3 362		
Autres admin. publiques			15									15		
Total Admin. publiques	33	725	4 350	3					118			4 467		
Entreprises														
Ménages														
TOTAL	33	725	4 350	3	118	4 467	118	4 467	118	4 467	4 467	4 467		

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2004

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP	Enseignement scolaire										TOTAL Activités d'enseignement		
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd cycle professionnel	Spécial non ventilé	2 nd degré non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique		Formation Profes- sionnelle continue	Formation extrascolaire Autre extrascolaire
État	4 052	15 501	9 575	4 744	589				2 662		616	4	37 742
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	14		21				176		474	56	1 122	43	1 905
Provinces :													
Iles Loyauté	1 087	223	1	18				10			109		1 447
Nord	1 879	385		86				13			237	9	2 610
Sud	5 776	972	15	15	2			7			163		6 950
Communes	2 837										31		2 868
Total Coll. territoriales	11 594	1 580	37	119	2		176	503		56	1 661	53	15 780
Autres admin. publiques							123	10			105		238
Total Admin. publiques	15 645	17 081	9 611	4 863	591		300	3 175		56	2 382	57	53 760
Entreprises							169				836		1 005
Ménages	72	37	51	85				53		29	15	723	1 066
TOTAL	15 717	17 118	9 662	4 948	591		468	3 228		84	3 234	780	55 830

Unité : million de FCFP	Activités annexes										TOTAL Dépenses financiers finals		
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habillage, loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation		Autres Non ventilé	
État	2 192	140	40	115	110	40 340	208	1				34	40 583
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	627				6	2 539		1			667	52	3 259
Provinces :													
Iles Loyauté	189		650			2 286	18					14	2 319
Nord	248		1 724	40		4 622	11					59	4 693
Sud	375		1 211	117		8 653	83	6	55			25	8 823
Communes			345			3 213	725	156					4 095
Total Coll. territoriales	1 439		3 931	157	6	21 313	838	163	55		667	152	23 188
Autres admin. publiques						238							238
Total Admin. publiques	3 632	140	3 971	272	116	61 891	1 046	164	55		667	185	64 008
Entreprises					6	1 011							1 011
Ménages			2 432		10	3 508	70	883					4 461
TOTAL	3 632	140	6 403	272	132	66 409	1 116	1 047	55	667	185	185	69 479

Financement du secteur de production en 2004

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant			Total				
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total		1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire
État		720	51	12			782		3			3
Coll. territoriales : Nouvelle-Calédonie												
Provinces :												
Iles Loyauté		120					120		112			252
Nord	11	623					634		57			124
Sud	8	984					992		177			177
Communes	833						833					
Total Coll. territoriales	852	1 727			13		2 580		207	346		553
Autres admin. publiques												
Total Admin. publiques	852	2 447	51	12	13		3 362		207	349		556
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	852	2 447	51	12	13		3 362		207	349		556

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement				Autres producteurs privés			TOTAL Tous producteurs				
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation internes aux entreprises	Autres producteurs privés	TOTAL Producteurs d'enseignement	Administration publique		Administration du privé	CDP	Non ventilé	
État			13				27				266	1090
Coll. territoriales : Nouvelle-Calédonie												
Provinces :												
Iles Loyauté												
Nord				10								
Sud												
Communes												
Total Coll. territoriales												
Autres admin. publiques	15											15
Total Admin. publiques	15		87	10			30	3	3	3	402	4 467
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	15		87	10			30	3	3	3	402	4 467

Financement du secteur de production en 2004

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics		Établissements privés à financement public prédominant		Total
	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Formation extrascolaire	
État	330		49	96	13 458
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	365		601	23	23
Provinces :					
Îles Loyauté			30		692
Nord			40		1 013
Sud			87		848
Communes			3		73
Total Coll. territoriales	365		762	51	2 648
Autres admin. publiques			101		
Total Admin. publiques	695		912	51	16 106
Entreprises			156		
Ménages	1	29	39		1 135
TOTAL	12 309	1 281	1 107	96	17 240

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement		Autres producteurs privés		TOTAL Producteurs d'enseignement	TOTAL Tous producteurs
	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation internes aux entreprises	Autres producteurs privés		
État	38				37 619	40 373
Coll. territoriales :						
Nouvelle-Calédonie	110			104	1 525	2 591
Provinces :						
Îles Loyauté			10		2 085	2 301
Nord					4 187	4 681
Sud					8 196	8 679
Communes					3 213	3 214
Total Coll. territoriales	209		10	104	19 205	21 465
Autres admin. publiques					238	238
Total Admin. publiques	765	38	10	104	57 063	62 077
Entreprises			298	368	1 005	1 011
Ménages	3		713		3 498	3 508
TOTAL	550	38	308	1 185	61 565	66 595

Transferts entre les unités de financement en 2004

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	39 493	240	953		40 686
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	3 167			259	2 908
Provinces :					
Iles Loyauté	1 936	430		339	2 027
Nord	3 827	683		151	4 359
Sud	7 634	891			8 526
Communes	3 262			283	2 978
Total Coll. territoriales	19 826				20 798
Autres admin. publiques	223				223
Total Admin. publiques	59 541				61 706
Entreprises	1 011		79		1 090
Ménages	4 461			2 245	2 216
TOTAL	65 012				65 012

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	1 090		2 115		3 205
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	92			1	91
Provinces :					
Iles Loyauté	383			137	245
Nord	866			656	210
Sud	1 188			1 321	-132
Communes	833				833
Total Coll. territoriales	3 362				1 247
Autres admin. publiques	15				15
Total Admin. publiques	4 467				4 467
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	4 467				4 467

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	40 583	240	3 068		43 891
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	3 259			260	2 999
Provinces :					
Iles Loyauté	2 319	430		476	2 272
Nord	4 693	683		807	4 569
Sud	8 823	891		1 321	8 393
Communes	4 095			283	3 812
Total Coll. territoriales	23 188				22 045
Autres admin. publiques	238				238
Total Admin. publiques	64 008				66 174
Entreprises	1 011		79		1 090
Ménages	4 461			2 245	2 216
TOTAL	69 479				69 479

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2003

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	1 ^{er} degré		2 nd degré 2 ^{me} cycle gal. et technologique		2 nd degré 2 ^{me} cycle professionnel		Enseignement scolaire		Apprentissage		Enseignement supérieur		Enseignement artistique		Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré 2 ^{me} cycle gal. et technologique	2 nd degré 2 ^{me} cycle professionnel	2 nd degré 2 ^{me} cycle professionnel	2 nd degré 2 ^{me} cycle professionnel	2 nd degré non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation professionnelle continue	Autre extrascolaire	Formation extrascolaire	TOTAL		
État	4 004	14 928	8 522	4 777	489	19	2 401	644	20	35 805							
Coll. territoriales :																	
Nouvelle-Calédonie	14		21					192	57	1 749							
Provinces :																	
Iles Loyauté	936	24	1						7	73						1 040	
Nord	1 821	45		81					15	255						2 227	
Sud	5 466	156							11	185						5 827	
Communes	1 985									31						2 016	
Total Coll. territoriales	10 221	225	22	81	192	66	446	1 560	47	12 860							
Autres admin. publiques					70	6		91		167							
Total Admin. publiques	14 225	15 154	8 544	4 858	489	85	2 853	2 295	67	48 832							
Entreprises					158	26		694		852							
Ménages	71	29	29	81			51	29	720	1 036							
TOTAL	14 297	15 182	8 573	4 939	489	420	2 905	3 018	788	50 721							

Unité : million de F.CFP	Administration générale		Orientation		Activités annexes		Médicine scolaire		Documentation pédagogique		TOTAL		Biens et services liés		Autres		TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes	Médicine scolaire	Documentation pédagogique	Activités d'enseignement et annexes	Transport scolaire	Habillage, loisirs, autres	Rémunération du personnel en formation	Non ventilé	TOTAL						
État	2 087	135	31	86	107	38 251	208	4	25	38 488							
Coll. territoriales :																	
Nouvelle-Calédonie	382				3	2 135											
Provinces :																	
Iles Loyauté	188		606			1 834	9		2	1 844							
Nord	236		1 311	39		3 812	9		7	3 829							
Sud	338		858	115		7 138	88	2	2	7 262							
Communes			287			2 303	713	160		3 177							
Total Coll. territoriales	1 143		3 061	154	3	17 222	820	163	10	18 776							
Autres admin. publiques						167				167							
Total Admin. publiques	3 230	135	3 092	240	110	55 640	1 028	167	35	57 432							
Entreprises					6	858				858							
Ménages			2 471		10	3 516	68	873		4 457							
TOTAL	3 230	135	5 563	240	126	60 015	1 095	1 039	35	62 746							

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2003

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP	Enseignement scolaire										TOTAL Activités d'enseignement		
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré 2 nd cycle gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	3	Enseignement non ventilé 2 nd degré	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique		Formation profes- sionnelle continue	Formation extrascolaire Autre extrascolaire
État		493			4				149		33		683
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie									59		13		72
Provinces :													
Iles Loyauté	74	281											355
Nord	173	680		35							8		895
Sud	79	1 615		25							5		1 724
Communes	628												628
Total Coll. territoriales	953	2 577		60					59		26		3 675
Autres admin. publiques							29						29
Total Admin. publiques	953	2 577	493	63	4		29	209			59		4 388
Entreprises													
Ménages													
TOTAL	953	2 577	493	63	4		29	209			59		4 388

Unité : million de FCFP	Activités annexes										TOTAL Dépenses financeurs finals	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habillage, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation		Autres Non ventilé
État	32		24			739						739
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie						72					63	135
Provinces :												
Iles Loyauté			29			384						384
Nord			144	8		1 048						1 048
Sud	3		105			1 832					64	1 896
Communes			29			657						657
Total Coll. territoriales	3		307	8		3 994					127	4 120
Autres admin. publiques						29						29
Total Admin. publiques	35		331	8		4 762					127	4 889
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	35		331	8		4 762					127	4 889

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2003

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP

	1 ^{er} degré		2 nd degré		2 nd degré 2 nd cycle gal. et technologique		2 nd degré 2 nd cycle professionnel		Enseignement scolaire		Apprentissage		Enseignement supérieur		Enseignement artistique		Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement	
	1 ^{er} cycle	2 nd cycle	1 ^{er} cycle	2 nd cycle	1 ^{er} cycle	2 nd cycle	1 ^{er} cycle	2 nd cycle	2 nd degré non ventilé	Spécial non ventilé	2 nd degré non ventilé		2 nd degré non ventilé							
État	4 004	14 928	9 016	4 780	493	2 551	19	677	20	36 488										
Coll. territoriales :																				
Nouvelle-Calédonie	14		21																	1 822
Provinces :																				
Iles Loyauté	1 010	305	1																	1 895
Nord	1 994	725		116																3 122
Sud	5 544	1 772		25																7 552
Communes	2 613																			2 644
Total Coll. territoriales	11 174	2 802	22	141																16 535
Autres admin. publiques																				197
Total Admin. publiques	15 179	17 731	9 038	4 921	493	3 062	85	2 354	67	53 220										852
Entreprises																				
Ménages	71	29	29	81																1 036
TOTAL	15 250	17 759	9 066	5 002	493	3 113	111	449	788	55 108										

Unité : million de F.CFP

	Administration générale		Orientation		Activités annexes		Médicine scolaire		Documentation pédagogique		TOTAL Activités d'enseignement et annexes		Biens et services liés		Autres		TOTAL Dépenses financiers finals		
	Administration générale	Orientation	Cantines et internats	Médicine scolaire	Documentation pédagogique	Transport scolaire	Habillage, loisirs, autres	Rémunération du personnel en formation	Non ventilé										
État	2 119	135	54	86	107	208	4	530	25	39 227									
Coll. territoriales :																			
Nouvelle-Calédonie	382				3													2 800	
Provinces :																			
Iles Loyauté	188		635			9												2 228	
Nord	236		1 455	46		9												4 877	
Sud	341		962	115		88	2											9 158	
Communes			316			713	160											3 834	
Total Coll. territoriales	1 147		3 369	161	3	820	163											22 897	
Autres admin. publiques																			197
Total Admin. publiques	3 266	135	3 423	248	110	1 028	167											62 320	
Entreprises					6														858
Ménages			2 471		10	68	873											4 457	
TOTAL	3 266	135	5 894	248	126	1 095	1 039	32	162	67 776									

Financement du secteur de production en 2003

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement)
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant			Total
	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 ^m degré	Enseignement supérieur	
État	371	19	65	3 916	9 029	95	13 040
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	312	57	577				25
Provinces :							
Iles Loyauté			29	35	406		441
Nord			39	226	660		886
Sud		10	83	261	393		654
Communes			3	42			70
Total Coll. territoriales	312	66	730	564	1 459		2 075
Autres admin. publiques			91				
Total Admin. publiques	683	85	886	4 479	10 488	95	15 116
Entreprises			149				
Ménages	1	26	50	464	693		1 157
TOTAL	1 109	22 802	684	4 944	11 182	95	16 273

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL			TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Administration publique	Administration du privé	
État	582	38		35 910	2 234		38 276
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	240		113	1 543	369		2 135
Provinces :							
Iles Loyauté	31			1 623	147	40	1 835
Nord				3 336	149	87	3 819
Sud				6 687	242	96	7 139
Communes				2 303	907		2 303
Total Coll. territoriales	240	136	113	15 492	907	223	17 232
Autres admin. publiques	77			167			167
Total Admin. publiques	317	718	113	51 569	3 141	223	55 676
Entreprises	160		221	852		6	858
Ménages	21	3	713	3 507		10	3 516
TOTAL	498	721	38	55 928	3 141	223	60 050

Financement du secteur de production en 2003

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics						Établissements privés à financement public prédominant			Total		
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta. d'ensei- gnement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total	1 ^{er} degré	2 nd degré		Enseignement supérieur	Formation extrascolaire
État		542	132				674					
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie				5		13	17					
Provinces :												
Iles Loyauté		384					384					294
Nord		745					745	173	121			129
Sud		1 639					1 695	23	106			
Communes		657					657					
Total Coll. territoriales		2 769		5		13	3 499	196	227			423
Autres admin. publiques												
Total Admin. publiques	713	3 311	132	5		13	4 173	196	227			423
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	713	3 311	132	5		13	4 173	196	227			423

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement					TOTAL			TOTAL Tous producteurs		
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé		CDP	Non ventilé
État		33				707	32				739
Coll. territoriales :											
Nouvelle-Calédonie			55			72					135
Provinces :											
Iles Loyauté						384					384
Nord						1 039				8	1 048
Sud					5	1 829		3		64	1 896
Communes						657					657
Total Coll. territoriales			55		5	3 982		3		135	4 120
Autres admin. publiques						29					29
Total Admin. publiques	29		88		5	4 718	32	3		135	4 889
Entreprises											
Ménages											
TOTAL	29		88		5	4 718	32	3		135	4 889

Financement du secteur de production en 2003

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant			Total				
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total		1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire
État	89	21 025	1 356	371	19	65	22 924	3 916	9 029	95		13 040
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	14	100		317	57	590	1 077				25	25
Provinces :												
Iles Loyauté	924	583				29	1 536	35	406			441
Nord	1 784	1 372			10	39	3 195	399	781			1 180
Sud	5 546	2 089				83	7 728	284	499			783
Communes	2 887				3		2 890	42			28	70
Total Coll. territoriales	11 156	4 145		317	66	743	16 426	760	1 686		53	2 499
Autres admin. publiques						91	91					
Total Admin. publiques	11 244	25 169	1 356	687	85	889	39 441	4 675	10 716	95	53	15 539
Entreprises		11				149	160					
Ménages	578	932	26	1	26	50	1 613	464	693			1 157
TOTAL	11 822	26 113	1 382	689	111	1 097	41 214	5 139	11 409	95	53	16 696

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement				Autres producteurs privés			TOTAL			TOTAL Tous producteurs			
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Administration publique	Administration du privé	CDP	Non ventilé	TOTAL Producteurs d'enseignement		Administration publique	Administration du privé	CDP
État			38			2 266				36 617				25
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie	240	161			113	369		3		1 615				221
Provinces :														
Iles Loyauté		31				147		40		2 008				24
Nord						149		87		4 375				256
Sud					5	242		99		8 516				179
Communes						907		226		2 960			3	2 960
Total Coll. territoriales	240	191	38	118	118	3 173	907	226	3	19 474	3 173	226	3	21 353
Autres admin. publiques	106				118					197				197
Total Admin. publiques	346	806	38	118	118	3 173	907	226	110	56 287	3 173	226	110	60 504
Entreprises	160				221					852			6	858
Ménages	21	3			713					3 507			10	3 516
TOTAL	527	809	38	221	1 141	3 173	2 266	226	126	60 647	3 173	226	705	64 939

Transferts entre les unités de financement en 2003

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	38 488	239	954		39 680
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	2 665			261	2 404
Provinces :					
Iles Loyauté	1 844	477		339	1 981
Nord	3 829	662		151	4 340
Sud	7 262	899			8 161
Communes	3 177			283	2 893
Total Coll. territoriales	18 776				19 779
Autres admin. publiques	167				167
Total Admin. publiques	57 432				59 627
Entreprises	858		81		939
Ménages	4 457			2 276	2 181
TOTAL	62 746				62 746

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	739		1 848		2 587
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	135			37	98
Provinces :					
Iles Loyauté	384			210	174
Nord	1 048			351	697
Sud	1 896			1 251	645
Communes	657				657
Total Coll. territoriales	4 120				2 272
Autres admin. publiques	29				29
Total Admin. publiques	4 889				4 889
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	4 889				4 889

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	39 227	239	2 802		42 267
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	2 800			298	2 502
Provinces :					
Iles Loyauté	2 228	477		549	2 156
Nord	4 877	662		502	5 036
Sud	9 158	899		1 251	8 806
Communes	3 834			283	3 551
Total Coll. territoriales	22 897				22 051
Autres admin. publiques	197				197
Total Admin. publiques	62 320				64 515
Entreprises	858		81		939
Ménages	4 457			2 276	2 181
TOTAL	67 635				67 635

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2002

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F CFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire			TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 ^m degré 1 ^{er} cycle	2 ^m degré gal. et technologique	2 ^m degré professionnel	2 ^m degré 2 ^m cycle non ventilé	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL				
État	3 927	13 974	7 846	4 827	463	2 625	12	609	20	34 302				
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie	12		20	3		336	49	741	36	1 372				
Provinces :														
Iles Loyauté	873	20	3			2		119		1 018				
Nord	1 761	45		48		4		218	18	2 094				
Sud	4 938	143			1	7		172	2	5 262				
Communes	1 869							18		1 888				
Total Coll. territoriales	9 454	208	23	51		349	49	1 268	56	11 634				
Autres admin. publiques						25		88		257				
Total Admin. publiques	13 381	14 182	7 869	4 878	1	2 999	61	1 965	76	46 193				
Entreprises								709		858				
Ménages	64	26	28	70		59	24	1	721	994				
TOTAL	13 445	14 208	7 897	4 947	1	3 057	85	2 675	797	48 044				

Unité : million de F CFP	TOTAL										TOTAL		
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habillage- ment, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres Non ventilé	TOTAL	
État	1 852	123	37	87	113	35 514	209	4			76	36 802	
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	232					1 605				362		1 967	
Provinces :													
Iles Loyauté	173		594			1 785	16				11	1 812	
Nord	231		1 300	40		3 665	8			2		3 674	
Sud	385		843	115		6 605	94	11	39	6		6 755	
Communes			309			2 197	760	151	39	1		3 108	
Total Coll. territoriales	1 021		3 047	154		15 857	877	162	39	362	19	17 316	
Autres admin. publiques						257						257	
Total Admin. publiques	2 874	123	3 084	241	113	52 628	1 086	165	39	362	95	54 375	
Entreprises					3	861						861	
Ménages			2 280		7	3 281	64	865				4 209	
TOTAL	2 874	123	5 364	241	123	56 769	1 149	1 031	39	362	95	59 445	

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2002

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP

	1 ^{er} degré		2 nd degré		2 nd degré 2 nd cycle		2 nd degré 2 nd cycle		Enseignement scolaire		Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} cycle	2 nd cycle	gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Professionnelle continue	Autre extrascolaire	
État		2	199	1					64		38		304
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie									35		11		47
Provinces :													
Iles Loyauté	92	189											282
Nord	153	211		16							30		411
Sud	268	2 615		51							16		2 951
Communes	940												940
Total Coll. territoriales	1 454	3 016		67					35		58		4 630
Autres admin. publiques							40						40
Total Admin. publiques	1 454	3 017	199	68			40	99			96		4 974
Entreprises													
Ménages													
TOTAL	1 454	3 017	199	68			40	99			96		4 974

Unité : million de F.CFP

	Administration générale		Activités annexes		TOTAL		Biens et services liés		Autres		TOTAL Dépenses financeurs finals
	Orientation	Administration générale	Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentations pédagogiques	Activités d'enseignement et annexes	Transport scolaire	Habillage, loisirs, autres	Rémunération du personnel en formation	Non ventilé	
État	25		353			682				34	716
Coll. territoriales :											
Nouvelle-Calédonie						47					47
Provinces :											
Iles Loyauté			345			627					627
Nord	2		118	3		534					534
Sud			134			3 085					3 085
Communes			34			973	13				986
Total Coll. territoriales			630	3		5 266	13				5 278
Autres admin. publiques						40					40
Total Admin. publiques	27		983	3		5 987	13			34	6 034
Entreprises											
Ménages											
TOTAL	27		983	3		5 987	13			34	6 034

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2002

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré 2 nd cycle	Enseignement non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Protes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	
État	3 927	13 975	8 045	4 828	463	12	647	2 089	12	20	34 605		
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	12		20	3	176	49	752	371		36	1 419		
Provinces :													
Iles Loyauté	966	209	3				119	2			1 299		
Nord	1 915	256		64			249	4		18	2 506		
Sud	5 206	2 758		51	1		188	7		2	8 213		
Communes	2 809						18				2 827		
Total Coll. territoriales	10 907	3 224	23	118	1		1 326	384	49	56	16 264		
Autres admin. publiques							88	25			297		
Total Admin. publiques	14 835	17 199	8 068	4 946	1	463	2 061	3 098	61	76	51 167		
Entreprises							709				858		
Ménages	64	26	28	70		24	1	59		721	994		
TOTAL	14 899	17 225	8 097	5 016	1	463	2 770	3 157	85	797	53 018		

Unité : million de F.CFP	Activités annexes										TOTAL	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habillage- ment, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres Non ventilé	TOTAL Dépenses financiers finals
État	1 877	123	390	87	113	37 196	209	4		110	37 518	
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	232					1 651				362	2 013	
Provinces :												
Iles Loyauté	173		939			2 412	16			11	2 439	
Nord	233		1 417	43		4 199	8			2	4 208	
Sud	385		977	115		9 690	94	11	39	6	9 840	
Communes			343			3 170	772	151		1	4 093	
Total Coll. territoriales	1 023		3 677	158		21 122	890	162	39	19	22 594	
Autres admin. publiques						297					297	
Total Admin. publiques	2 901	123	4 068	244	113	58 615	1 098	165	39	129	60 409	
Entreprises					3	861					861	
Ménages			2 280		7	3 281	64	865			4 209	
TOTAL	2 901	123	6 947	244	123	62 756	1 162	1 031	39	129	65 479	

Financement du secteur de production en 2002

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant			Total
	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	
Unité : million de F.CFP							
État	344	12	89	3 844	8 580	86	12 510
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	279	49	516			23	23
Provinces :							
Iles Loyauté			29	28	345		373
Nord			37	230	631		861
Sud			82	267	402	1	670
Communes			3	50		16	66
Total Coll. territoriales	279	49	667	576	1 378	39	1 993
Autres admin. publiques			85				
Total Admin. publiques	623	61	841	4 420	9 959	86	14 504
Entreprises			165				
Ménages	2	24	23	403	605		1 008
TOTAL	625	85	1 029	4 823	10 564	86	15 511

	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL			TOTAL Tous producteurs
	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation internes aux entreprises	Producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	
Unité : million de F.CFP							
État	523	37		34 008	2 032	113	438
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	26		104	1 312	219		74
Provinces :							
Iles Loyauté	84			1 604	139	34	19
Nord				3 231	143	88	205
Sud				6 127	287	98	98
Communes				2 197			1
Total Coll. territoriales	110		104	14 472	788	220	397
Autres admin. publiques				257			257
Total Admin. publiques	633	37	104	48 736	2 819	220	834
Entreprises			237	858			3
Ménages	3		713	3 273			7
TOTAL	636	37	1 065	52 867	2 819	220	834
							1 23
							123
							56 864

Financement du secteur de production en 2002

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant			Total		
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta. d'enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré		2 nd degré	Enseignement supérieur
État		563	51				613			
Coll. territoriales :										
Nouvelle-Calédonie				29		11	40			
Provinces :										
Iles Loyauté		470					470	66		157
Nord		257					257	91		244
Sud	202	2 679					2 881	66	16	204
Communes	973						973			
Total Coll. territoriales	1 175	3 406		29		11	4 622	312	277	605
Autres admin. publiques										
Total Admin. publiques	1 175	3 969	51	29		11	5 235	312	277	605
Entreprises										
Ménages										
TOTAL	1 175	3 969	51	29		11	5 235	312	277	605

Unité : millions de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement				Autres producteurs privés			TOTAL Producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	Autres CDP	Non ventilé	TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation internes aux admin. publiques	Centres de formation internes aux entreprises	Centres de formation privés	Autres producteurs privés	Administration publique	Administration du privé						
État				38				651	25				676
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie			6					47					47
Provinces :													
Iles Loyauté													
Nord					30			627	2				627
Sud								532					534
Communes								3 085					3 085
Total Coll. territoriales								973	2				973
Autres admin. publiques								5 264					5 266
Total Admin. publiques	40				30			40					40
Entreprises								5 955	27				5 982
Ménages													
TOTAL	40		44	44	30			5 955	27				5 982

Financement du secteur de production en 2002

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant		Total
	Autres éta- blissement supérieur	Université	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré	
État	344	1 203	12	89	3 845	8 580	12 510
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	308	1	49	528			23
Provinces :							
Iles Loyauté				29	120	410	531
Nord				37	383	722	1 105
Sud				82	333	523	874
Communes				3	50		66
Total Coll. territoriales	308	1	49	679	887	1 656	2 599
Autres admin. publiques				85			
Total Admin. publiques	652	1 204	61	853	4 732	10 236	15 109
Entreprises				165			
Ménages	2	37	24	23	403	605	1 008
TOTAL	11 481	1 241	85	1 041	5 135	10 841	16 117

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL		TOTAL Tous producteurs
	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Producteurs d'enseignement	Autres Administration publique	
État	561	37		34 659	2 057	37 266
Coll. territoriales :						
Nouvelle-Calédonie	32		104	1 359	219	1 651
Provinces :						
Iles Loyauté	84		30	2 231	139	2 423
Nord				3 763	145	4 201
Sud	6			9 213	287	9 696
Communes				3 170		3 171
Total Coll. territoriales	117		134	19 735	790	21 142
Autres admin. publiques		37		297		297
Total Admin. publiques	677		134	54 691	2 846	58 705
Entreprises			237	858		861
Ménages	3		713	3 273		3 281
TOTAL	680	37	237	58 822	2 846	62 846

Transferts entre les unités de financement en 2002

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Bourses d'études (+)	Transferts entre financeurs Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	Dépenses des financeurs initiaux
État	36 802	184	954		37 940
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 967			267	1 699
Provinces :					
Iles Loyauté	1 812	378		357	1 833
Nord	3 674	668		151	4 191
Sud	6 755	830			7 585
Communes	3 108			266	2 842
Total Coll. territoriales	17 315				18 150
Autres admin. publiques	257				257
Total Admin. publiques	54 375				56 347
Entreprises	861		87		948
Ménages	4 209			2 059	2 150
TOTAL	59 445				59 445

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Bourses d'études (+)	Transferts entre financeurs Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	Dépenses des financeurs initiaux
État	716		1 497		2 213
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	47				47
Provinces :					
Iles Loyauté	627			312	315
Nord	534			364	170
Sud	3 085			820	2 265
Communes	986				986
Total Coll. territoriales	5 278				3 781
Autres admin. publiques	40				40
Total Admin. publiques	6 034				6 034
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	6 034				6 034

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Bourses d'études (+)	Transferts entre financeurs Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	Dépenses des financeurs initiaux
État	37 518	184	2 451		40 153
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	2 013			267	1 746
Provinces :					
Iles Loyauté	2 439	378		669	2 148
Nord	4 208	668		515	4 361
Sud	9 840	830		820	9 850
Communes	4 093			266	3 828
Total Coll. territoriales	22 594				21 932
Autres admin. publiques	297				297
Total Admin. publiques	60 409				62 381
Entreprises	861		87		948
Ménages	4 209			2 059	2 150
TOTAL	65 479				65 479

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2001

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP

	Enseignement scolaire					Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré 2 ^{ème} cycle professionnel	2 nd degré non ventilé	Spécial non ventilé			Apprentissage	Enseignement supérieur	
État	3 846	12 752	6 987	4 745	464	2 069	11	566	29	31 469
Coll. territoriales :										
Nouvelle-Calédonie	10		16	3		278	42	689	34	1 257
Provinces :										
Iles Loyauté	817	20	2			3		86		929
Nord	1 630	39		65				195	14	1 944
Sud	4 674	139			1	4		159	2	4 980
Communes	1 773							28		1 801
Total Coll. territoriales	8 905	198	18	68	1	285	42	1 158	50	10 912
Autres admin. publiques						16		79		246
Total Admin. publiques	12 751	12 950	7 004	4 813	1	2 370	53	1 804	80	42 627
Entreprises						73		560		633
Ménages	63	31	28	74		51	22	1	703	973
TOTAL	12 814	12 981	7 033	4 887	1	2 421	76	2 364	783	44 233

Unité : million de F.CFP

	Administration générale		Activités annexes		TOTAL		Biens et services liés		Autres		TOTAL Dépenses financeurs finals	
	Orientation	générale	Cantines et internes	Médecine scolaire	Documenta- tion pédagogique	Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Fournitures	Habille- ment, loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation		Non ventilé
État	1 622	114	40	75	105	33 426	195	4			1	33 625
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	153					1 411		2		344		1 757
Provinces :												
Iles Loyauté	149		482			1 560	11				2	1 573
Nord	216		1 243	40		3 443	12				1	3 457
Sud	335		768	114	1	6 197	89	6	25		1	6 318
Communes	854		316	154	1	2 117	760	146	25	344	1	3 024
Total Coll. territoriales	2 476	114	2 849	229	105	48 401	1 068	158	25	344	5	50 000
Autres admin. publiques					4	637						637
Total Admin. publiques			2 480		6	3 460	55	842				4 356
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	2 476	114	5 329	229	116	52 497	1 122	1 000	25	344	5	54 993

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2001

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP	Enseignement scolaire										TOTAL Activités d'enseignement	
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré 2 nd cycle gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue		Formation extrascolaire Autre extrascolaire
État		4	902					57		34		997
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie								48		55		104
Provinces :												
Iles Loyauté	19	83										102
Nord	69	319		16					49			453
Sud	140	1 291	33	10								1 474
Communes	1 303											1 303
Total Coll. territoriales	1 532	1 693	33	26			48		104			3 437
Autres admin. publiques							31					31
Total Admin. publiques	1 532	1 697	936	26			105		138			4 465
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	1 532	1 697	936	26			105		138			4 465

Unité : million de FCFP	Activités annexes										TOTAL Dépenses financiers finals	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habillage, loirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation		Autres Non ventilé
État	22		309			1 328						1 328
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie						104					82	185
Provinces :												
Iles Loyauté			171			273						273
Nord	1		61			515						515
Sud			59			1 533						1 533
Communes			20			1 323	23					1 346
Total Coll. territoriales	1		309			3 747	23				82	3 852
Autres admin. publiques						31						31
Total Admin. publiques	23		618			5 107	23				82	5 211
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	23		618			5 107	23				82	5 211

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2001

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP

	1 ^{er} degré		2 nd degré		2 nd degré 2 nd cycle		2 nd degré 2 nd cycle		Enseignement scolaire		Enseignement supérieur		Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} cycle	2 nd cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré non ventilé	2 nd degré non ventilé	Spécial	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation professionnelle continue	Autre extrascolaire	Formation professionnelle continue	Autre extrascolaire	
État	3 846	12 755	7 889	4 745	464				2 126	11	600	29			32 467
Coll. territoriales :															
Nouvelle-Calédonie	10		16	3			185		326	42	745	34			1 361
Provinces :															
Iles Loyauté	837	103	2						3		86				1 032
Nord	1 700	358		81							244	14			2 398
Sud	4 814	1 429	33	10	1			4			159	2			6 454
Communes	3 076										28				3 104
Total Coll. territoriales	10 437	1 891	51	94	1	1	185		334	42	1 263	50			14 349
Autres admin. publiques							183		16		79				277
Total Admin. publiques	14 283	14 647	7 940	4 839	1	465	368		2 475	53	1 942	80			47 093
Entreprises							73				560				633
Ménages	63	31	28	74					51	22	1	703			973
TOTAL	14 346	14 678	7 968	4 913	1	465	440		2 526	76	2 503	783			48 699

Unité : million de F.CFP

	Administration générale		Orientation		Activités annexes		Médicine scolaire		Documentation pédagogique		TOTAL Activités d'enseignement et annexes		Biens et services liés		Autres		TOTAL Dépenses financières finals	
	Administration générale	Orientation	Cantines et internats	Médicine scolaire	Documentation pédagogique	Transport scolaire	Fournitures	Habillage, loisirs, autres	Rémunération du personnel en formation	Non ventilé								
État	1 644	114	349	75	105	195	4										34 954	
Coll. territoriales :																		
Nouvelle-Calédonie	153																	1 942
Provinces :																		
Iles Loyauté	149		652			11												1 846
Nord	217		1 303	40		12												3 971
Sud	335		827	114	1	89	6	25										7 851
Communes	855		336	154	1	783	146											4 370
Total Coll. territoriales	2 499	114	3 467	229	105	896	154	25			344	86						19 980
Autres admin. publiques																		277
Total Admin. publiques	2 499	114	3 467	229	105	1 091	158	25			344	87						56 211
Entreprises																		637
Ménages			2 480		4	55	842											4 356
TOTAL	2 499	114	5 947	229	116	1 145	1 000	25			344	87						60 204

Financement du secteur de production en 2001

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement)
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant		Total
	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré	
État	331	11	62	3 736	8 048	11 869
Coll. territoriales :						
Nouvelle-Calédonie	238	42	518		22	22
Provinces :						
Iles Loyauté	181		22	25	306	330
Nord	583	41	41	218	620	838
Sud	407		135	238	353	596
Communes	2 050		3	38	26	64
Total Coll. territoriales	9 171	42	718	519	1 278	1 851
Autres admin. publiques			75			
Total Admin. publiques	9 281	53	855	4 255	9 326	13 719
Entreprises	47		73			
Ménages	527	2	25	487	728	1 215
TOTAL	9 808	1 099	953	4 742	10 054	14 934
					Enseignement supérieur	Formation extrascolaire

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL		TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Autres Administration publique	
État	472	40		1 789	105	33 427
Coll. territoriales :						
Nouvelle-Calédonie	223	36	89	141		1 411
Provinces :						
Iles Loyauté	64			119	30	1 562
Nord				132	83	3 444
Sud	6			250	85	6 198
Communes			89	642	199	2 118
Total Coll. territoriales	229	100	89	2 431	105	14 733
Autres admin. publiques	171		89	246		246
Total Admin. publiques	401	572	89	2 431	105	48 406
Entreprises	75		262	633	4	637
Ménages	17	4	701	3 453	6	3 460
TOTAL	493	576	1 052	2 431	116	52 502
				Administration publique	Administration du privé	Non ventilé

Financement du secteur de production en 2001

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant			Total				
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta. d'ensei- gnement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total		1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire
État		1 226	46				1 272					
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie				48		55	103					33
Provinces :												
Iles Loyauté		240					240	19	14			33
Nord	15	353					368	54	42			97
Sud	101	1 234					1 336	39	158			197
Communes	1 323						1 323					
Total Coll. territoriales	1 439	1 828		48		55	3 371	112	214			326
Autres admin. publiques												
Total Admin. publiques	1 439	3 055	46	48	0	55	4 643	112	214			326
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	1 439	3 055	46	48	0	55	4 643	112	214			326

Unité : million de F.CFP	Éts. gérés par des organismes consulaires				Autres producteurs d'enseignement			Autres producteurs privés			TOTAL		
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Autres producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	CDP	Non ventilé	TOTAL Tous producteurs
État													1 328
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie								104				82	185
Provinces :													
Iles Loyauté							49	273					273
Nord								514	1				515
Sud								1 533					1 533
Communes								1 323					1 323
Total Coll. territoriales							49	3 746	1	1		82	3 829
Autres admin. publiques	31							31					31
Total Admin. publiques	31						49	5 083	23			82	5 188
Entreprises													
Ménages													
TOTAL	31		34				49	5 083	23			82	5 188

Financement du secteur de production en 2001

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant			Total
	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 ^m degré	Enseignement supérieur	
État	331	11	62	3 736	8 048	85	11 869
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	286	42	574				22
Provinces :							
Iles Loyauté			22	44	319		363
Nord			41	273	662		935
Sud			135	276	511		793
Communes			3	3 376			64
Total Coll. territoriales	286	42	774	632	1 492		2 177
Autres admin. publiques			75				
Total Admin. publiques	617	53	910	4 368	9 540	85	14 046
Entreprises			73				
Ménages	2	22	25	487	728		1 215
TOTAL	618	76	1 009	4 854	10 263	85	15 260

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL			TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Administration publique	Administration du privé	
État	506	40		1 811	105	27	34 755
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	36			141			1 596
Provinces :							
Iles Loyauté	64			119	30	5	1 835
Nord				133	83	170	3 959
Sud	6			250	85	15	7 731
Communes				3 440		1	3 441
Total Coll. territoriales	100	40	138	643	199	283	18 561
Autres admin. publiques	606		138	2 454	199	105	277
Total Admin. publiques	432	175	262	2 454	199	310	53 594
Entreprises	4		701		4		637
Ménages	610	40	175	2 454	199	6	3 460
TOTAL	524	40	175	2 454	199	310	57 691

Transferts entre les unités de financement en 2001

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Bourses d'études (+)	Transferts entre financeurs		Dépenses des financeurs initiaux
			Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	33 625	183		1 237	35 046
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 757			530	1 226
Provinces :					
Iles Loyauté	1 573	398		387	1 584
Nord	3 457	620		134	3 942
Sud	6 318	859			7 178
Communes	3 024			278	2 746
Total Coll. territoriales	16 128				16 676
Autres admin. publiques	246				246
Total Admin. publiques	50 000				51 968
Entreprises	637		92		729
Ménages	4 356			2 060	2 296
TOTAL	54 993				54 993

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Bourses d'études (+)	Transferts entre financeurs		Dépenses des financeurs initiaux
			Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	1 328			1 631	2 959
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	185				185
Provinces :					
Iles Loyauté	273			277	-4
Nord	515			612	-97
Sud	1 533			742	791
Communes	1 346				1 346
Total Coll. territoriales	3 852				2 221
Autres admin. publiques	31				31
Total Admin. publiques	5 211				5 211
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	5 211				5 211

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Bourses d'études (+)	Transferts entre financeurs		Dépenses des financeurs initiaux
			Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	34 954	183		2 868	38 005
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 942			530	1 330
Provinces :					
Iles Loyauté	1 846	398		664	1 628
Nord	3 971	620		746	3 788
Sud	7 851	859		742	7 971
Communes	4 370			278	4 162
Total Coll. territoriales	19 980				18 879
Autres admin. publiques	277				277
Total Admin. publiques	55 211				57 165
Entreprises	637		92		729
Ménages	4 356			2 060	1 578
TOTAL	60 204				60 204

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2000

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement)
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL Activités d'enseignement	
État	3 738	12 302	6 569	4 592	414			1 910	17	620	48	30 208	
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie			16				201	265	45	637	41	1 204	
Provinces :													
Iles Loyauté	803	20	2					3		72		901	
Nord	1 594	52		69						170	12	1 887	
Sud	4 520	137			1			4	12	114	28	4 822	
Communes	1 594				2					26		1 623	
Total Coll. territoriales	8 503	209	18	69	8	1	201	272	57	1 018	82	10 437	
Autres admin. publiques							102	11		70		183	
Total Admin. publiques	12 241	12 511	6 587	4 660	8	415	304	2 192	74	1 709	129	40 829	
Entreprises										437		437	
Ménages	62	29	27	71				46	20	3	650	907	
TOTAL	12 302	12 540	6 614	4 731	8	415	304	2 238	93	2 148	779	42 173	

Unité : million de F.CFP	TOTAL										TOTAL Dépenses financiers finals	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habillage- ment, autres	Rémunération du per- sonnel en formation		Autres Non ventilé
État	1 608	114	34	65	84	32 114	199	21			3	32 337
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	134					1 339				317		1 656
Provinces :												
Iles Loyauté	184		519			1 604	23				2	1 629
Nord	214		1 178	40		3 320	7					3 327
Sud	365		776	111		6 074	81	6	3		1	6 164
Communes			287			1 909	730	133			1	2 772
Total Coll. territoriales	897		2 760	152		14 246	841	138	3	317	4	15 548
Autres admin. publiques						183						183
Total Admin. publiques	2 505	114	2 794	217	84	46 543	1 040	159	3	317	7	48 068
Entreprises					3	440						440
Ménages			2 390		4	3 301	42	829				4 172
TOTAL	2 505	114	5 184	217	91	50 283	1 082	988	3	317	7	52 679

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2000

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals)

	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire			TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré 2 ^{me} cycle gal. et technologique	2 nd degré 2 ^{me} cycle professionnel	2 nd degré cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL		
Unité : million de F.CFP														
État	8		1 118	1			58			32		1 218		
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie							6	1		63		71		
Provinces :														
Iles Loyauté	51	62										113		
Nord	100	472		7								578		
Sud	74	436	3	32	4							549		
Communes	1 063											1 063		
Total Coll. territoriales	1 288	969	3	38	4		6	1	63			2 373		
Autres admin. publiques						25						25		
Total Admin. publiques	1 288	977	1 121	40	4	25	65	1	96			3 616		
Entreprises														
Ménages														
TOTAL	1 288	977	1 121	40	4	25	65	1	96			3 616		

	Administration générale				Activités annexes		TOTAL			Biens et services liés		Autres		TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Document d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Habille- ment, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Non ventilé	TOTAL			
Unité : million de F.CFP														
État	125		16			1 359						1 359		
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie					2	72				88		160		
Provinces :														
Iles Loyauté			21			133						133		
Nord			277			856						856		
Sud			155			704				9		713		
Communes			79			1 142	32					1 174		
Total Coll. territoriales			532		2	2 907	32			97		3 036		
Autres admin. publiques						25						25		
Total Admin. publiques	125		549		2	4 292	32			97		4 421		
Entreprises														
Ménages														
TOTAL	125		549		2	4 292	32			97		4 421		

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2000

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Enseignement scolaire										TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré 2 nd cycle gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue	
État	3 738	12 310	7 687	4 593	414	17	1 968	652	48	31 426	
Coll. territoriales :											
Nouvelle-Calédonie			16			46	201	701	41	1 275	
Provinces :											
Iles Loyauté	854	82	2				3	72		1 014	
Nord	1 685	523		75				170	12	2 466	
Sud	4 594	573	3	32	5	12	4	114	28	5 371	
Communes	2 657				2			26		2 685	
Total Coll. territoriales	9 791	1 179	20	107	5	58	278	1 082	82	12 810	
Autres admin. publiques							11	70		209	
Total Admin. publiques	13 528	13 489	7 707	4 700	419	75	2 257	1 804	129	44 445	
Entreprises								437		437	
Ménages	62	29	27	71		20	46	3	650	907	
TOTAL	13 590	13 517	7 735	4 771	8	419	2 302	2 244	779	45 789	

Unité : million de F.CFP	TOTAL										TOTAL Dépenses financiers finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres Non ventilé	
État	1 733	114	51	65	84	33 473	199	21	3	33 696	
Coll. territoriales :											
Nouvelle-Calédonie	134				2	1 411			88	1 816	
Provinces :											
Iles Loyauté	184		540			1 737	23		2	1 763	
Nord	214		1 455	40		4 176	7			4 183	
Sud	365		931	111		6 778	81	6	10	6 877	
Communes			366			3 051	762	133	1	3 946	
Total Coll. territoriales	897		3 292	152	2	17 153	873	138	101	18 584	
Autres admin. publiques						209				209	
Total Admin. publiques	2 630	114	3 343	217	86	50 834	1 072	159	317	52 488	
Entreprises					3	440				440	
Ménages			2 390		4	3 301	42	829	104	4 172	
TOTAL	2 630	114	5 733	217	92	54 575	1 114	968	104	57 100	

Financement du secteur de production en 2000

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant			Total				
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta. d'enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total		1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire
État		1 149	53				1 202					
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie				6	1	63	71					
Provinces :												
Iles Loyauté		46					46	51	36			87
Nord	38	719					757	62	37			99
Sud	41	461					502	33	169			202
Communes	1 142						1 142					
Total Coll. territoriales	1 221	1 226		6	1	63	2 518	146	241			387
Autres admin. publiques												
Total Admin. publiques	1 221	2 375	53	6	1	63	3 720	146	241			387
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	1 221	2 375	53	6	1	63	3 720	146	241			387

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement				Autres producteurs privés			TOTAL	TOTAL	Non-ventilé	CDP	TOTAL
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in-ternes aux admin. publiques	Centres de formation in-ternes aux admin. privées	Centres de formation internes aux entreprises	Autres producteurs privés	Administration publique	Administration du privé					
État								1 234				1 359
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie								71		2	88	160
Provinces :												
Iles Loyauté								133				133
Nord								855				856
Sud								704		9		713
Communes								1 142				1 142
Total Coll. territoriales								2 905		2	97	3 004
Autres admin. publiques	25							25				25
Total Admin. publiques	25							4 165	125	2	97	4 389
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	25		32					4 165	125	2	97	4 389

Financement du secteur de production en 2000

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics		Établissements privés à financement public prédominant		Total	
	Autres éta. d'enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Formation extrascolaire		
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	1 ^{er} degré	2 nd degré	Total
État	96	18 032	1 011	3 641	7 670	11 395
Coll. territoriales :						
Nouvelle-Calédonie		73	1			25
Provinces :						
Iles Loyauté	796	236		78	369	447
Nord	1 591	1 248		278	663	941
Sud	4 584	837		286	549	839
Communes	2 984	2		39	16	55
Total Coll. territoriales	9 954	2 396	1	680	1 581	2 307
Autres admin. publiques						
Total Admin. publiques	10 050	20 428	1 011	4 322	9 252	13 702
Entreprises		53				
Ménages	527	879	25	462	689	1 152
TOTAL	10 577	21 360	1 036	4 784	9 941	14 854

Unité : million de F.CFP	Éts. gérés par des organismes consulaires			Autres producteurs d'enseignement			TOTAL			TOTAL Tous producteurs
	Centres de formation internes aux admin. publiques	Centres de formation internes aux admin. privées	Centres de formation internes aux entreprises	Autres producteurs privés	Administration publique	Administration du privé	CDP	Non ventilé		
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Total
État				38			31 498			33 476
Coll. territoriales :										
Nouvelle-Calédonie										
Provinces :										
Iles Loyauté										
Nord	223		41	72			1 277			1 499
Sud										
Communes										
Total Coll. territoriales										
Autres admin. publiques										
Total Admin. publiques	228	137	85	72			1 550	33	3	1 737
Entreprises							3 816	83	146	4 176
Ménages	365	4	627	182			6 407	265	23	6 787
				647			3 051		1	3 052
TOTAL	385	15	631	900	38	38	51 540	2 533	209	54 676

Transferts entre les unités de financement en 2000

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Bourses d'études (+)	Transferts entre financeurs Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	Dépenses des financeurs initiaux
État	32 337	146	1 083		33 566
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 656			549	1 107
Provinces :					
Iles Loyauté	1 629	406		239	1 796
Nord	3 327	600		128	3 799
Sud	6 164	829			6 993
Communes	2 772			255	2 517
Total Coll. territoriales	15 548				16 212
Autres admin. publiques	183				183
Total Admin. publiques	46 068				49 962
Entreprises	440		87		527
Ménages	4 172			1 981	2 190
TOTAL	52 679				52 679

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Bourses d'études (+)	Transferts entre financeurs Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	Dépenses des financeurs initiaux
État	1 359		1 153		2 513
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	160				160
Provinces :					
Iles Loyauté	133			68	65
Nord	856			260	596
Sud	713			825	-112
Communes	1 174				1 174
Total Coll. territoriales	3 036				1 883
Autres admin. publiques	25				25
Total Admin. publiques	4 421				4 421
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	4 421				4 421

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Bourses d'études (+)	Transferts entre financeurs Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	Dépenses des financeurs initiaux
État	33 696	146	2 236		36 079
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 816			549	1 267
Provinces :					
Iles Loyauté	1 763	406		307	1 861
Nord	4 183	600		388	4 395
Sud	6 877	829		825	6 881
Communes	3 496			255	3 691
Total Coll. territoriales	18 584				18 095
Autres admin. publiques	209				209
Total Admin. publiques	52 488				54 383
Entreprises	440		87		527
Ménages	4 172			1 981	2 190
TOTAL	57 100				57 100

Traitement des données qui a abouti aux présents résultats

Les financements de l'Etat sont estimés à partir des dépenses de l'Etat en Nouvelle-Calédonie que nous transmet la Direction de la Comptabilité Publique ; les financements des provinces, de la Nouvelle-Calédonie et des communes ont été définis sur la base de leurs comptes administratifs. Certaines informations complémentaires nous sont fournies par des services spécialisés (directions de la formation et de l'enseignement, directions de l'équipement...).

Les comptes des ménages sont reconstitués à partir de leur participation sous forme d'inscriptions ou de cotisations ; leurs dépenses en fournitures scolaires et livres sont estimées à partir des dépenses par élève calculées en métropole, les résultats obtenus étant recoupés par les importations de ces biens. Cette estimation devrait être basée sur une enquête consommation des ménages dont nous ne disposons pas, ce qui en outre explique que les dépenses des ménages pour l'habillement, les loisirs et autres biens et services liés ne soient pas renseignées.

Les dépenses des entreprises en faveur de l'éducation sont certainement sous-évaluées puisque reconstituées essentiellement à partir de leurs déclarations auprès de la direction de la formation professionnelle continue.

Nous avons également utilisé les sources fiscales et de la CAFAT pour traiter les établissements d'enseignement privé qui ne sont pas sous contrat (mais l'actualisation pour l'année 2004 n'a pu être introduite).

Un arbitrage est effectué entre les financements versés (en particulier par les administrations publiques) et les déclarations des établissements financés ; en effet un décalage comptable peut exister.

Il convient tout d'abord d'insister sur le caractère provisoire des résultats présentés et d'avertir le lecteur des points suivants.

- Ne disposant pas d'informations quant à la nature des établissements bénéficiant de l'intervention des provinces en matière d'investissement, le montant global de ces dépenses a été ventilé arbitrairement. Elles sont affectées proportionnellement aux effectifs scolarisés pour les provinces Nord et Iles Loyauté et en fonction des dépenses contractualisées pour la province Sud.
- Le financement de la médecine scolaire tel que présenté dans les comptes se résume, pour l'Etat, à l'estimation des rémunérations du personnel infirmier (à partir d'informations du Vice-Rectorat) et se base, pour les provinces Nord et Sud, sur des travaux d'estimation des coûts endossés par les directions des affaires sanitaires de ces institutions. La province des Iles Loyauté ne nous a pas transmis d'informations comparables.

- Les dépenses de l'Etat pour l'enseignement du second degré 2ème cycle comprennent également des dépenses pour les activités annexes de ce niveau d'enseignement ; il nous est impossible d'isoler celles-ci.
- Les dépenses des administrations pour la formation continue de leurs agents n'ont pu être ventilées en fonction du producteur de cette formation.
- Nous ne sommes pas en mesure de distinguer les dépenses de l'Université de la Nouvelle-Calédonie pour l'enseignement supérieur de celles pour la formation continue, par conséquent les recettes et dépenses de l'Université sont entièrement affectées à l'enseignement supérieur.
- L'analyse et le traitement des opérations de financement et refinancement dans le cadre des contrats d'agglomération n'est pas complet.
- Absence de données du CNED.
- L'activité d'internat est automatiquement attribuée aux établissements d'enseignement du second degré.
- La distinction au sein de l'enseignement du second degré 2ème cycle (correspondant à l'activité d'enseignement des lycées) entre le général, le technique et le professionnel, n'est pas retenue pour l'analyse, bien que conservée dans les tableaux. En effet, les sources utilisées ne pratiquent pas systématiquement cette distinction et leurs critères divergent. Même remarque pour la distinction entre les enseignements préélémentaire et élémentaire qui sont agrégés dans l'enseignement du premier degré.
- De nouveaux éléments ont permis une meilleure évaluation des participations des ménages aux cantines et internats (qui ont été revues à la hausse). Néanmoins les contributions gérées par des associations n'ont pu être prises en compte. Les caisses des écoles n'apparaissent pas en tant que producteurs puisque l'activité de cantines est attribuée aux écoles.
- Nous ne disposons pas encore d'informations suffisantes pour présenter les derniers tableaux qui retracent les dépenses des producteurs du domaine de l'éducation. Leur intérêt étant d'isoler les dépenses de personnel, la part de ces dépenses a été estimée.
- L'évaluation des autres charges sociales de l'Etat inscrites au budget des charges communes n'a pu être réalisée.